

# ALTERNATIVE SOCIALISTE



BILAN ET PERSPECTIVES

---

# DE LA COLONISATION À LA CAQ

---

## UNE LUTTE DE CLASSES

### BILAN HISTORIQUE

De la colonisation mercantiliste à la  
« modernisation » capitaliste p.5

Les syndicats et la création d'un parti de la  
classe travailleuse: le rendez-vous manqué p.10

### PERSPECTIVES

Une période de polarisation économique et politique p.17

Pour un mouvement syndical uni,  
démocratique et combatif! p.21

Pour un mouvement étudiant uni,  
démocratique et socialiste! p.23

Montée des luttes contre le sexisme p.27

Montée de la droite identitaire et de la xénophobie p.30

Le rôle des socialistes dans Québec solidaire p.32



# POURQUOI LUTTONS-NOUS?



Les possibilités techniques et scientifiques actuelles permettent de garantir un niveau de vie décent à l'entière population de la planète dans le respect de l'environnement. Pourtant, la gestion capitaliste de tous les aspects de la vie accentue toujours plus les inégalités entre l'écrasante majorité de la population et une poignée de super riches.

## Pour des emplois de qualité et durables!

- Pour un salaire minimum de 15 \$/h indexé au coût de la vie selon un indice syndical pour toute personne qui travaille, peu importe son horaire, son statut ou son employeur.
- Pour la semaine de travail à 32h, sans perte de salaire avec embauche compensatoire.
- Pour une retraite volontaire à 55 ans.
- Pour des pensions et des allocations complètes et viables.
- Pour la création massive d'emplois publics et syndiqués dans les énergies propres afin de remplacer les énergies fossiles.

## Pour des services publics accessibles, de qualité et gratuits!

- Pour un retour à un système public de santé de proximité.
- Pour le contrôle public du montant des loyers et des taux hypothécaires.
- Pour la création massive de logements sociaux abordables, confortables et énergétiquement neutres.
- Pour des transports municipaux et interurbains publics à bas coûts.
- Pour un système de Centre de la petite enfance public, de proximité et gratuit.
- Pour une éducation gratuite, de la maternelle à l'université.
- Pour des médias de masse publics, contrôlés démocratiquement par leurs employé·e·s et les communautés.

## Pour des syndicats démocratiques, combatifs et unis!

- Pour des élu·e·s syndicaux payé·e·s au même salaire que leurs membres.
- Pour des élu·e·s syndicaux révocables en tout temps.
- Pour des assemblées générales intersyndicales d'organisation de la lutte contre l'austérité.
- Pour des campagnes de syndicalisation de masse.

## Pour l'égalité des droits!

- Pour le droit des femmes d'avoir des enfants quand elles veulent, où elles veulent et sans s'appauvrir.

- Pour l'égalité des droits de toute personne, peu importe son statut de genre ou de citoyenneté.
- Pour un salaire égal à travail égal.

## Pour un nouveau parti des travailleurs et travailleuses!

- Pour un front uni du mouvement syndical, des mouvements sociaux et de Québec solidaire contre les partis des élites comme première étape vers la formation d'un parti réellement basé sur la classe travailleuse et muni d'un programme socialiste.
- Pour des élu·e·s payé·e·s au salaire moyen d'un·e travailleur·euse moyen·ne.

## Pour l'indépendance du Québec et des Premières nations!

- Pour l'autodétermination du peuple québécois et de ceux des Premières nations, incluant le droit à la séparation.
- Pour une république socialiste et indépendante des travailleurs et travailleuses du Québec.

## Pour l'internationalisme!

- Pour le retrait des troupes canadiennes des conflits militaires impérialistes.
- Pour le retrait du Québec des accords de libre-échange et militaires (ALENA, TPP, OTAN, NORAD).

## Pour la révolution et le socialisme!

- Pour l'expropriation des biens des grandes compagnies dans les paradis fiscaux.
- Pour la reprise des compagnies en faillite ou en délocalisation sous contrôle des travailleurs et travailleuses.
- Pour un gouvernement socialiste de la classe travailleuse qui nationalise les secteurs clés de l'économie (énergie, communications, transports, ressources naturelles, système bancaire et financier, etc.) sous le contrôle et la gestion démocratique de la collectivité.
- Pour une planification économique démocratique de la production sur la base des besoins de la population.



Alternative socialiste est un groupe qui lutte pour les intérêts de la majorité de la population, du 99%. Les membres d'AS font la promotion du socialisme démocratique, loin des caricatures bureaucratiques. À travers des luttes de tous les jours dans leurs milieux de vie, les membres d'AS offrent des outils pour aider les travailleurs et les travailleuses à construire une société où ils et elles contrôleront les principaux leviers de la vie économique, politique, culturelle et sociale.

Parce que la révolution dont nous sommes les militantes est internationale, AS est une section du Comité pour une internationale ouvrière (CIO-CWI) au Québec. Fondé en 1974, le CIO-CWI est présent dans 45 pays, sur tous les continents.

**ALTERNATIVE SOCIALISTE**  
C.P. 32207, succ. Saint-André  
Montréal, QC, H2L 4Y5



[info@alternativesocialiste.org](mailto:info@alternativesocialiste.org)  
[alternativesocialiste.org](http://alternativesocialiste.org)

**ABONNEMENT ANNUEL AU JOURNAL / 25\$ pour 10 numéros**

## Préface

L'objectif premier de ce document est de permettre aux lecteurs et aux lectrices de s'armer théoriquement le mieux possible afin d'agir dans les luttes et les mouvements de masse en cours et à venir. Il est nécessaire de bien connaître le beat de la lutte des classes afin d'aller plus loin que l'indignation ou la simple défense contre les attaques de la bourgeoisie.

Renverser le capitalisme et construire une société socialiste n'est pas quelque chose qui se fait seul ou uniquement derrière un ordinateur. Les membres d'Alternative socialiste ne se limitent pas à l'indignation et à la défense d'idées abstraites. Nous tentons d'identifier collectivement les points faibles de la bourgeoisie afin de frapper là où ça fait mal. C'est pour outiller la classe travailleuse à porter ces coups que nous construisons notre organisation révolutionnaire, Alternative socialiste. Pour agir efficacement, cette organisation doit s'appuyer sur une vision réaliste de la société dans laquelle nous vivons.

Alternative socialiste n'est pas un groupe affinitaire avec des valeurs floues. Il s'agit d'une organisation politique marxiste révolutionnaire avec des principes politiques clairs. Ceux-ci ne sont pas de l'ordre de l'opinion de quelques camarades, mais le fruit de l'expérience et des connaissances de ces membres. Cette mise en commun prend du temps et nécessite un débat démocratique sérieux.

Le document *De la colonisation à la CAQ: une lutte de classes* est le fruit d'une discussion interne de plus de deux ans dans Alternative socialiste. Il s'agit d'une étape importante pour notre jeune organisation révolutionnaire. Nous avons tenu plusieurs instances avec pour objectif d'améliorer, d'ajuster et de trancher notre vision historique et politique commune de la société québécoise.

Pourquoi? Afin de pouvoir intervenir dans les luttes le plus rapidement et efficacement possible. Quand une lutte explose, ce n'est pas le moment de faire un débat.

L'urgence est d'y intervenir avec une vision claire des étapes à franchir pour gagner. L'objectif consiste à amener cette lutte le plus loin possible sur le chemin qui mène à la prise du pouvoir de la classe travailleuse et au socialisme. Toutes les personnes membres doivent être prêtes et outillées à le faire. Dresser un bilan des luttes passées et tirer des enseignements des luttes en cours est essentiel pour anticiper les différents scénarios des luttes futures.

Nos discussions ne sont pas terminées. Celles-ci seront intégrées dans une deuxième édition au courant de l'année. Il nous reste plusieurs thématiques importantes à aborder (élections fédérales 2019, environnement, port des signes religieux, LGBTQIA+).

En espérant votre participation, contactez-nous et rejoignez Alternative socialiste dès maintenant!

*Comité national d'Alternative socialiste, 25 janvier 2019*

# Introduction

Dans un monde d'inégalités, de guerres et d'insécurité, dénoncer ne suffit pas. Il faut construire une organisation capable d'intervenir activement dans la lutte des classes pour renverser le capitalisme. Cette organisation doit être capable de saisir la dynamique de la lutte des classes afin de permettre à ses membres d'y intervenir le plus efficacement possible. La grève étudiante de 2012, la grève générale du secteur public de 2015, les deux grèves générales des 175 000 travailleurs et travailleuses de la construction, les manifestations spontanées pour dénoncer la culture du viol ou le racisme montrent que l'opposition au système actuel, à son exploitation et à son oppression est massive.

Cependant, aucun de ces mouvements n'a réussi à faire de gains significatifs et durables. Précisément parce qu'aucun de ces mouvements n'a franchi le pas et proposé une alternative politique au capitalisme. D'une part, leurs directions réformistes sont incapables de réfléchir à l'extérieur du cadre légal capitaliste de plus en plus étroit. D'autre part, le faible niveau de conscience de classe que l'on retrouve autant à la base qu'à la direction de ces mouvements empêche l'unité la plus large possible des luttes et l'élaboration d'un programme de lutte commun basé sur nos intérêts de classe.

La tâche des marxistes révolutionnaires consiste à intervenir activement dans la lutte des classes pour démontrer qu'aujourd'hui, même les réformes les plus modestes entrent en confrontation directe avec les capitalistes. Les directions incapables de saisir cela ne peuvent que nous trahir. L'enlisement de Projet Montréal concernant le salaire minimum à 15 \$/h, pourtant fortement appuyé par le mouvement syndical, l'illustre bien. Le recul de Québec solidaire (QS) concernant l'assurance dentaire universelle ou encore son plan de transition écologique misant sur un capitalisme vert le montrent aussi. Si nous ne voulons pas que QS devienne à moyen terme le « Syriza québécois », nous devons dès maintenant y faire valoir la nécessité de politiques socialistes claires. Une compréhension juste de la dynamique de la lutte des classes de la période actuelle est essentielle pour intervenir de manière adéquate dans les luttes québécoises. Ce document constitue la base de cette réflexion.

## **Le rôle des perspectives pour une organisation marxiste**

Les perspectives marxistes sont basées sur une analyse des grandes tendances économiques, sociales et politiques d'une société. À partir de cela, nous développons une perspective, une estimation de comment ces tendances jouent un rôle dans les événements et comment elles sont interreliées.

Les perspectives ne sont pas des prédictions précises. Elles sont des hypothèses de travail. Ces hypothèses peuvent changer en cours de

route, à mesure qu'évoluent les événements. Le point de départ de l'analyse ainsi que sa finalité doivent être ancrés dans les conditions matérielles des événements. Il ne s'agit pas d'appliquer un schéma déterminant unilatéralement la suite des choses. Le contexte global doit être pris en compte pour formuler différents scénarios ainsi que les différents types d'intervention possibles.

La méthode marxiste est fondamentalement différente de l'approche empirique étroite qui voit uniquement les « faits » isolément. Cet empirisme étroit est la tendance prédominante dans les sociétés libérales. Nous nous intéressons plutôt à l'interconnexion dialectique entre différents phénomènes, aux liens entre les événements, afin de relier les éléments visibles de la surface aux forces motrices qui les déterminent.

Les perspectives sont un guide pour l'action. Elles nous aident à décider nos priorités et à voir quelle est la meilleure façon de mobiliser le plus largement possible, malgré nos ressources limitées. Pour les marxistes, les perspectives ne sont pas des abstractions, mais des outils pour intervenir activement dans les luttes. Par exemple, nous sommes en mesure d'intervenir plus rapidement et plus efficacement lors d'une action spontanée lorsque nous avons déjà discuté, pris position et adopté des mots d'ordre concernant la lutte en question.

Le développement de nos perspectives à travers la discussion et la révision de nos précédentes estimations nous aident à mieux comprendre : les conditions dans lesquelles nous travaillons; l'étape dans laquelle nous nous trouvons; et comment cela peut affecter la conscience des différentes couches de la population. Les perspectives nous aident à identifier les occasions d'intervention, à comprendre l'état d'esprit des personnes que nous voulons rejoindre, à établir des racines dans la classe ouvrière et les mouvements sociaux ainsi qu'à construire notre organisation le plus efficacement possible. Tout cela commence par une vision commune de notre passé.

# BILAN HISTORIQUE

## De la colonisation mercantiliste à la « modernisation » capitaliste



### Les Premières Nations de l'Amérique

Les premières populations à s'établir dans les Amériques sont des tribus nomades qui doivent constamment se déplacer pour se nourrir. Certaines populations de l'Amérique du Sud se seraient établies il y a 35 000 à 40 000 ans. Lors du débarquement des Espagnols en 1492, on estime le nombre d'autochtones dans les Amériques à 80 millions de personnes. Les découvertes archéologiques réalisées en Estrie permettent d'établir avec certitude que les Premières Nations occupent le territoire du Québec depuis au moins 12 000 ans.

### Le Régime français (1534-1760)

À partir de 1534, des explorateurs français commencent la prise de possession de l'Amérique du Nord pensant trouver un passage vers la Chine. Au cours du siècle suivant, le roi de France octroie le monopole du commerce à des compagnies afin d'étendre sa puissance et organiser la colonisation. Les commerçant·e·s se servent de leurs privilèges pour exploiter les ressources naturelles du territoire aux dépens des peuples qui y vivent déjà. La Nouvelle-France est une colonie-comptoir. L'activité économique sert d'abord et avant tout à envoyer des ressources brutes à la métropole pour qu'elles soient transformées.

Les colonisateur·trice·s s'allient avec certaines nations autochtones pour le commerce de la fourrure et pour la protection de la colonie contre la nation ennemie, celle des Iroquois, alliée aux Britanniques. Les Français·e·s vont exploiter les conflits inter-nations à leur avantage afin d'établir leur domination politique, économique et culturelle sur elles.

Ces nations ont des rapports sociaux de production et d'échanges très différents des Européen·ne·s. Les Haudenosaunee, peuples aux longues maisons appelés Iroquois, pratiquent l'agriculture de manière démocratique. De leur côté, les Innus et les Cris ont une organisation plus hiérarchique liée à la chasse, la pêche et la cueillette. La division sexuelle du travail valorise le rôle et les tâches de chaque sexe. Le développement et la survie des Premières Nations sont dès lors entravés par le colonialisme. Les autochtones sont dépossédés de leurs territoires, d'abord

au profit des métropoles européennes, puis dans celui des nouveaux États des Amériques.

Les guerres et les conflits entre les conquérant·e·s colonialistes, notamment français·es, anglais·es, espagnol·e·s et portugais·es, engendrent des déplacements forcés, de l'esclavage, des épidémies et des génocides chez les Premières Nations. De 80 millions à la fin du XVIe siècle, leur nombre chute à 5 millions au milieu du XVIIe siècle, puis remonte à 50 millions aujourd'hui.

Au début du XVIIIe siècle, le 3/4 de la population de la Nouvelle-France fait la culture de la terre. Ces colons français - dont la plupart sont des prisonniers, des repris de justice ou des orphelins - vivent dans un état de semi-esclavage sous le pouvoir presque absolu d'un seigneur. Les seigneurs et les communautés religieuses ont aussi le droit d'avoir des esclaves autochtones ou d'origine africaine.

Le clergé catholique est très puissant en Nouvelle-France. Véritable petit État dans l'État, il est constamment en conflit avec les administrateurs (gouverneur, intendant, fonctionnaires) pour le pouvoir et la domination de la population. Ses élites travaillent à instaurer un régime théocratique.

### La Conquête britannique

À son apogée, la Nouvelle-France étend son emprise commerciale et politique du golfe du Saint-Laurent au golfe du Mexique. Ce contrôle, en particulier sur les Grands Lacs, est un obstacle à l'expansion des colonies britanniques. À partir de 1754, la Grande-Bretagne, aidée par ses colonies anglo-américaines, mène la guerre de Conquête. Elle se solde par la reddition de la Nouvelle-France en 1760. Le territoire est sous occupation militaire jusqu'au dénouement de la guerre de Sept Ans en 1763.

Le nouveau pouvoir britannique impose sa domination économique, politique et culturelle et religieuse sur le peuple de la nouvelle Province de Québec. La conquête provoque la désintégration de la bourgeoisie commerçante francophone. Les petit·e·s marchand·e·s, les seigneurs et les habitant·e·s sont ruiné·e·s par la guerre. Profitant de la situation, le clergé catholique se donne le rôle de porte-parole officiel des Canadien·ne·s français·e·s auprès des conquérants. L'Empire britannique permet l'essor de l'aristocratie cléricale dont les ressources économiques sont basées sur la propriété foncière. Cette élite réactionnaire canadienne-française est inapte au développement du capitalisme qu'elle rejette.

### Concessions au clergé

Les Britanniques autorisent le libre exercice de la religion dans une optique de collaboration avec l'élite religieuse. Avec l'Acte de Québec en 1774, l'Empire impose une première constitution. Elle fait des « concessions » qui maintiennent les Canadien·ne·s français·es dans les structures féodales. L'utilisation du droit civil français est autorisée, la collecte de la dîme par l'Église est réinstaurée et les catholiques peuvent désormais faire partie de l'administration de l'État sans renier leur religion.

Le pouvoir ne crée toutefois pas d'Assemblée élue telle que le réclament les marchand·e·s anglais·es de Montréal. La majeure partie de ces dernier·ère·s favorisent les Américain·ne·s et tentent de gagner les habitant·e·s à la cause de l'indépendance américaine. Toutefois, aucun ralliement populaire ne s'organise derrière les rebelles américain·ne·s. De

l'autre côté, l'Empire, à travers le clergé, impose l'enrôlement des Canadiens français dans la milice pour se battre contre les Américains. Des émeutes éclatent contre les seigneurs qui pressent cet enrôlement. Les Américains envahissent la Province de Québec jusqu'à la ville de Québec en 1776, puis sont vaincus et expédiés chez eux.

## **L'arrivée des loyalistes**

Les Américains déclarent leur indépendance en 1776, ce que l'Angleterre ne reconnaît qu'en 1783. Les sujets restés loyaux à l'Empire sont expulsé·e·s des États-Unis et arrivent en masse dans la Province de Québec. Le pouvoir britannique leur accorde un district séparé avec la tenure, l'assemblée et les lois anglaises à même le territoire de la Province de Québec.

La nouvelle constitution de l'Amérique du Nord britannique de 1791 divise le territoire de la Province de Québec en deux : le Bas-Canada – qui englobe le cœur de l'ancienne colonie de la Nouvelle-France – et le Haut-Canada (aujourd'hui l'Ontario). Les travaux de la nouvelle Assemblée du Bas-Canada se déroulent en anglais où les Anglo-canadien·ne·s sont surreprésenté·e·s. Les Canadien·ne·s français·es se retrouvent dans une position d'infériorité politique même s'ils/elles forment la majorité de la population. Malgré les efforts concertés de l'Église et des pouvoirs britanniques, un mouvement d'opposition indépendantiste influencé par la jeune république américaine et française se développe de 1793 à 1798. Les idées démocratiques radicales pénètrent les professions libérales tandis que les paysans et les paysannes sont de plus en plus mécontent·e·s envers les seigneurs.

## **L'essor de l'élite petite-bourgeoise canadienne-française**

Durant les premières décennies du XIXe siècle, la collaboration du clergé et des seigneurs avec l'Empire leur font perdre la confiance des masses. Une nouvelle élite locale francophone ni commerçante ni possédante se développe le long du fleuve Saint-Laurent. En moins de dix ans, elle se retrouve à la tête de la coalition populaire du Parti canadien, qui deviendra le Parti patriote en 1826. Ce parti, dont Louis-Joseph Papineau est la figure prédominante, réclame principalement le « gouvernement responsable », c'est-à-dire le rapatriement du pouvoir de dé penser à l'assemblée élue.

Cette petite-bourgeoisie canadienne-française, principalement composée de professions libérales, vise à faire la révolution bourgeoise au Bas-Canada. Les luttes de l'Assemblée de 1800 à 1837 sont des tentatives de prendre le pouvoir de manière légale. Face à l'intransigeance et la répression de l'Empire, le projet patriote originellement modéré se radicalise. La tendance républicaine, indépendantiste et anti-impérialiste devient majoritaire. Le parti établit des liens avec certaines fractions révolutionnaires d'Irlandais et de colons britanniques du Haut-Canada.

Trop faibles pour contester l'empire elles-mêmes, les élites canadiennes-françaises mobilisent les classes populaires sur un programme qui propose notamment la fin des privilèges et des discriminations, l'abolition du système seigneurial, la séparation de l'Église et l'État et la fin du pouvoir colonial. Le Bas-Canada est alors peuplé d'une vaste paysannerie qui s'exode de plus en plus vers les villes où apparaît un embryon de prolétariat. La naissance de la classe ouvrière québécoise et canadienne s'opère à l'occasion de la construction des canaux de Lachine et de

Beauharnois. Le prolétariat naissant est constitué presque exclusivement d'immigré·e·s irlandais·es. Une deuxième phase de prolétarianisation s'opère avec la construction d'industries le long du canal Lachine dans l'ouest et dans l'est de la ville de Montréal. L'est de Montréal est composé de quartiers canadiens-français.

## **Les Rébellions patriotes (1837-1838)**

Après avoir usé tous les leviers légaux, les patriotes tentent de prendre le pouvoir par les armes. Un mouvement de masse déferle sur le Bas-Canada en 1837 et 1838 contre l'Empire britannique et les collaborateurs du clergé. Papineau et les modérés fuient à l'étranger et affaiblissent le mouvement. D'autres patriotes réfugié·e·s aux États-Unis sont toutefois très actifs et envahissent le sud du Bas-Canada en 1838. Les soulèvements armés des patriotes du Bas-Canada – simultanément avec ceux du Haut-Canada – sont violemment réprimés et défaits. Au terme du conflit, le gouverneur Colborne fait exécuter 12 patriotes qui ne figuraient pas parmi les chefs de la Rébellion.

Après l'échec des Rébellions patriotes de 1837-38, la répression militaire britannique désarme et désorganise les éléments révolutionnaires, démocrates et libéraux canadiens-français pendant plusieurs années. La classe ouvrière embryonnaire n'est quant à elle pas assez consistante et organisée pour représenter une force sociale importante. L'Empire accélère l'arrivée de colons anglais, écossais et irlandais afin de submerger et assimiler la nation canadienne-française.

Les autorités britanniques confient à l'Église catholique canadienne-française les rennes culturels et sociaux du Bas-Canada. L'Église constitue la seule institution majeure dirigée par les Canadien·ne·s français·es. Pendant les décennies suivantes, le clergé atteint le paroxysme de son pouvoir avec le soutien inébranlable des autorités anglaises puis canadiennes. La mainmise de l'Église inhibe, dans une certaine mesure, l'accumulation du capital par les Canadien·ne·s français·es et les détourne d'une carrière dans les affaires au profit d'une vocation religieuse. Une élite francophone commerciale et industrielle subalterne émerge toutefois autour de la construction du chemin de fer et de l'industrialisation.

## **Le Canada-Uni (1840)**

Sur recommandation de Lord Durham – mobilisé pour enquêter sur le French-Canadian problem – l'Empire fusionne le Bas-Canada et le Haut-Canada avec l'Acte d'Union en 1840. Le gouvernement unique qui en résulte condamne la population francophone du Québec à un statut de minorité politique. De plus, les documents de la législature du Canada-Uni sont uniquement en anglais.

Les anciens chefs modérés des Rébellions patriotes – dont Louis-Joseph Papineau, Louis-Hippolyte La Fontaine et George-Étienne Cartier – collaborent désormais avec le nouveau pouvoir. Ils sont élus au parlement du Canada-Uni. Cartier et La Fontaine deviendront premiers ministres du Canada-Est.

Bien que les Canadiens et Canadiennes françaises constituent environ 75 % de la population du Bas-Canada, leur pouvoir politique et économique est entre les mains des Britanniques et des parvenu·e·s. La Rébellion démocratique est un échec et les terres sont des possessions anglaises.



Plus d'un demi-million de Canadiens et de Canadiennes françaises émigrent aux États-Unis entre 1837 et 1910. Les Canadiens et Canadiennes françaises représentent 50% de la population du Canada-Uni en 1840. Cette proportion baisse à 30% en 1914.

En 1849, le parlement vote pour l'indemnisation des pertes subies dans le Bas-Canada lors des saccages de l'armée britannique 10 ans auparavant. De telles indemnisations ont été octroyées pour les fermier·ère·s du Haut-Canada deux ans plus tôt. Plus d'un millier d'Anglo-canadien·ne·s descendent dans les rues de Montréal, pillent et incendient le parlement ainsi que les maisons des Réformistes. Le parlement est déménagé à Toronto. Le pouvoir britannique concède le gouvernement « responsable » (et colonial) en 1853 sous la pression des réformistes anglais·es. Les droits seigneuriaux sont abolis.

L'Union permet au Haut-Canada de rattraper puis de dépasser le niveau de peuplement et de richesse du Bas-Canada. La bourgeoisie coloniale canadienne lutte désormais contre l'impérialisme anglais et le capitalisme des États-Unis. Elle décide de se doter d'un marché national en imposant une fusion des colonies britanniques. Sans consultation populaire ni référendum, la bourgeoisie canadienne impose une « constitution », l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, en 1867.

### **La Confédération canadienne (1867)**

La majorité en faveur de la Confédération ne s'est jouée que par une seule voix. Cette constitution - qui n'inclut aucune revendication des révolutionnaires de 1837-1838 - se construit contre les aspirations démocratiques et nationales du Québec et sans consultation des Premières Nations. Près de 50 000 personnes manifestent contre la Confédération à Montréal, ville qui ne compte alors que 250 000 habitants.

La fondation de l'État canadien en 1867 constitue une entité semi-indépendante, fortement liée à l'Empire. Le caractère monarchique anglais confirme l'hégémonie britannique et canadienne-anglaise. Dans la tradition du « divide and rule » de l'Empire, le Dominion canadien concède quelques droits aux francophones afin de fragmenter sa population en favorisant une partie de l'élite locale. Les promoteurs canadiens-français de la constitution de 1867, tel George-Étienne Cartier, tablent sur ces concessions qui prouveraient, selon eux, que la création du Canada permet de protéger le pouvoir des élites francophones. Les Canadiens et Canadiennes françaises sont désormais en minorité permanente dans le nouvel État canadien. La « Confédération » canadienne est en fait un état d'exception permanent dans lequel le gouvernement fédéral possède des pouvoirs exorbitants.

### **La Loi sur les Indiens (1876)**

La Loi sur les Indiens, créée en 1876, donne au gouvernement fédéral l'autorité exclusive de légiférer sur les « Indiens et les terres réservées pour les Indiens ». Ce régime de citoyenneté de seconde zone, d'apartheid, vise l'assimilation des autochtones et les considère légalement comme des enfants mineurs. Il permet de maximiser l'accumulation privée du capital à partir de l'exploitation des ressources naturelles des territoires autochtones ancestraux.

En 1892 est officialisé le système de pensionnats autochtones. Il s'agit d'un réseau d'institutions scolaires destiné à scolariser, évangéliser et assimiler les enfants autochtones en les déracinant de leur famille et de leur communauté. Il leur est interdit de parler leur langue ou d'exprimer leur culture propre. Plusieurs enfants y subissent des violences physiques et des abus sexuels. Les conséquences psychologiques chez ces enfants sont multiples : perte de repères identitaires, absence d'affection parentale, mal de vivre, etc. Environ 150 000 enfants sont forcés d'aller dans ces pensionnats de 1820 à 1969. Le dernier pensionnat ferme ses portes en 1996, en Saskatchewan.

### **Le nationalisme de l'élite canadienne-française**

L'idée maîtresse du nationalisme des élites canadiennes-françaises est celle d'obliger le Canada à reconnaître les Canadien·ne·s français·es comme un « peuple fondateur » égal. Cet espoir est mis à mal lors de la crise entourant la pendaison de Louis Riel en 1885. Les énormes protestations au Québec aboutissent à l'élection du premier gouvernement nationaliste de la province du Québec en 1887. Le fossé se creuse à la fin du XIXe siècle et au début du XXe avec l'interdiction des écoles francophones dans plusieurs provinces.

Avec la Politique nationale adoptée en 1879, l'économie politique d'accumulation capitaliste canadienne aboutit au développement d'une industrie manufacturière orientée vers le marché intérieur. Les ressources naturelles extraites des terres saisies aux autochtones sont exportées via le chemin de fer du Canadien Pacifique. La machinerie et les biens perfectionnés sont importés des puissances capitalistes avancées. La main-d'oeuvre qualifiée vient de Grande-Bretagne. Les agriculteur·trice·s viennent d'Europe centrale et de l'Est tandis que la main-d'oeuvre bon marché est composée de Canadien·ne·s français·es.

En théorie, les capitalistes canadien·ne·s-français·es peuvent aussi bénéficier de l'exploitation capitaliste. Des bourgeoisies régionales se développent au Québec. Certaines réussissent à s'imposer face aux monopoles de Toronto et Montréal dominés par l'élite anglo-canadienne. Toutefois, la quasi-absence de soutien financier et politique les relègue à un rôle subalterne. La domination massive du capital anglo-canadien au Québec crée une situation où la structure des classes sociales recoupe presque entièrement la composition ethnique et linguistique. La répartition 80% francophone - 20% anglophone au sein de la population s'inverse au sommet de la pyramide sociale et au sein du grand capital. L'oppression nationale des Canadiens et Canadiennes françaises permet l'embourgeoisement de la communauté anglophone et la prolétarianisation des francophones.

### **La naissance du mouvement syndical**

La violence de l'exploitation industrielle fait émerger le mouvement syndical durant la deuxième moitié du XIXe siècle. Les secteurs les plus opprimés du prolétariat canadien-français s'organisent. Ce développement exprime le caractère combiné de l'oppression nationale et de l'oppression économique. La répression des patrons et des gouvernements contre le mouvement syndical est brutale. Les soldats tuent souvent des grévistes.

Le mouvement syndical se renforce au début des années 1870. Les luttes du Mouvement des 9 heures dans les grands centres urbains canadiens

aboutissent à la première victoire du mouvement syndical: la Loi des unions ouvrières de 1872 qui décriminalise les syndicats. Toutefois, la loi n'oblige pas les employeurs à reconnaître les unions ouvrières et à négocier des contrats de travail. La reprise économique de 1879-1883 crée un contexte favorable à la résurgence du mouvement ouvrier organisé à travers tout le Canada. Les Chevaliers du Travail, organisation fondée aux États-Unis en 1869, s'implantent au Canada en 1881. Elle joue un rôle primordial dans le mouvement ouvrier canadien.

La fin du XIXe siècle est marquée par les débuts de l'action politique ouvrière et l'apparition de plusieurs groupes socialistes au Québec. En 1888, Alphonse-Télesphore Lépine, un candidat ouvrier indépendant organisé à travers les Chevaliers du Travail de Montréal, est élu au Parlement d'Ottawa. D'autres candidats, soutenus officiellement par des syndicats internationaux, sont élus au Parlement de Québec en 1889 et à la ville de Montréal. Ces députés sont peu à peu intégrés dans les partis de la bourgeoisie.

Dès 1892, le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) débat d'une proposition visant à créer un parti ouvrier lié aux organisations syndicales. En 1899, plusieurs Clubs ouvriers et syndicalistes créent le Parti indépendant ouvrier, première mouture du Parti ouvrier (PO). Le CMTC délègue d'office des représentants à sa direction. Un candidat ouvrier, Alphonse Verville, est élu à la Chambre des communes en 1906.

Les socialistes autour d'Albert Saint-Martin figurent parmi les fondateurs du PO. En parallèle, ils mettent sur pied la section québécoise du Parti socialiste du Canada (PSC) en 1904. Aidés par un club anarchiste juif, les membres du PSC organisent pour la première fois la manifestation de la Journée internationale des travailleurs le 1er mai 1906 à Montréal. L'année suivante, la direction du PO les dissuade de recommencer, craignant la répression. Les socialistes organisent tout de même la manifestation – durement réprimée – et sont expulsés du PO. Les tensions entre les directions syndicales et les éléments plus socialistes perdurent durant les décennies suivantes. En 1933, les sections montréalaises du PO intègrent la Co-operative Commonwealth Federation (CCF).

## **L'opposition au militarisme canadien**

Le Dominion canadien sert de supplétif pour les guerres de l'Empire britannique. Les Canadien-ne-s français-es s'opposent à ces aventures militaristes par anti-impérialisme. À l'occasion de la guerre des Boers, des confrontations éclatent entre étudiant-e-s anglophones de l'université McGill et ceux, francophones, de l'Université Laval à Montréal. En 1918, des émeutes de masse spontanées éclatent à Québec contre la conscription, rejetée par 90% des Canadien-ne-s français-es. Elles sont suivies d'arrestations de masse et de perquisitions. La loi martiale est imposée, l'armée fédérale intervient et tue quatre personnes dans les rues de la Basse-ville.

## **Le nationalisme conservateur**

Au tournant des années 1920, un courant nationaliste ultraconservateur dominé par le clergé conteste la domination du fédéral sur la politique québécoise. Il débouche sur l'élection de l'Union nationale de Maurice Duplessis en 1936. Duplessis consolide le pouvoir répressif du clergé et instaure un état quasi policier. Son nationalisme basé sur l'« identité »

québécoise sépare les luttes nationales des luttes sociales. Duplessis offre au rabais l'exploitation des ressources du Québec aux capitalistes des États-Unis.

Durant cette période, l'État fédéral concentre ses ressources pour développer l'économie de l'Ontario aux dépens de celle du Québec. L'Ontario devient le centre de l'industrie lourde et du secteur financier. Ce processus aboutit à une plus grande intégration du capitalisme canadien à celui des États-Unis, dont l'influence supplante celle de l'Empire. Avant et après la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme au Québec se caractérise par l'exploitation économique américaine et la domination politique anglo-canadienne. Le premier règne du nationaliste ultraconservateur Maurice Duplessis, de 1936 à 1939, inaugure la « Grande Noirceur ». Cette époque se caractérise par un libéralisme économique débridé et engendre une dépendance économique vis-à-vis des États-Unis.

## **La « Grande noirceur »**

Reporté au pouvoir en 1944, le régime duplessiste, proche de ceux de Mussolini et de Franco, est foncièrement antisyndical et anticommuniste. Durant les années 1940, le procès truqué et l'emprisonnement du seul candidat communiste élu à la Chambre des Communes, Fred Rose, inaugure la Guerre froide. Des grèves ouvrières sont violemment réprimées par la police qui tue plusieurs grévistes (Sorel, 1937, Asbestos, 1949, Louiseville/Dupuis Frères, 1952, Murdochville, 1957).

Après 1945, l'empire américain prend toute la place laissée par la dislocation de l'Empire britannique. La prolétarisation et l'urbanisation entraînent des changements dans la composition des classes populaires. La classe ouvrière se développe dans de nouveaux secteurs, en particulier dans celui des services.

## **La « modernisation » de l'État**

Après la mort de Duplessis, de nouvelles fractions bourgeoises québécoises émergent grâce au développement de l'État. Cette nouvelle bourgeoisie utilise les marchés publics pour favoriser les entreprises québécoises (ex. Bombardier, SNC, Lavalin, Desjardins). Ces nouvelles élites francophones portent au pouvoir le Parti libéral du Québec (PLQ) en 1960 sur la base d'un nationalisme axé sur la modernisation de l'État. Le gouvernement libéral institue une assurance-hospitalisation, amorce une réforme de l'éducation (ex. création des cégeps et des Universités du Québec), nationalise les entreprises d'hydro-électricité et intervient activement dans l'économie. À titre comparatif, l'Ontario a nationalisé l'hydroélectricité en 1905.

Cette nouvelle forme de nationalisme court-circuite une fois de plus l'accumulation capitaliste pancanadienne désirée par la bourgeoisie anglo-canadienne. L'État canadien entreprend des réformes en relançant les politiques de bilinguisme, de multiculturalisme et d'intégration des francophones dans l'État fédéral.

La vague nationaliste traverse également la classe ouvrière québécoise qui subit l'oppression nationale bien davantage que ses élites. En 1961, le revenu des Québécois-es est au bas de l'échelle, devant celui des autochtones, mais à égalité avec celui d'autres groupes ethniques comme



les Italien·ne·s et les Portugais·es. Les personnes d'origines britannique ou juive trônent loin en haut de l'échelle des revenus. Après 1960, les luttes syndicales dans le secteur public qui naît et grandit rapidement permettent d'améliorer les salaires et les conditions de vie des Québécois·es.

L'oppression nationale que les travailleurs et travailleuses du Québec subissent – discrimination linguistique, taux de chômage plus élevé, salaire inférieur pour le même travail, difficulté d'accès à l'éducation, etc. – favorise le développement d'une conscience de classe. Plus que jamais, le mouvement ouvrier québécois réalise qu'il doit mener la lutte à l'oppression nationale à partir de ses propres intérêts, de ses propres objectifs et de sa propre base.

## Les syndicats et la création d'un parti de la classe travailleuse: le rendez-vous manqué



Le mouvement syndical prend sa place politique au Québec au milieu des années 1960. Le taux de syndicalisation franchit le cap des 30% en 1965. Quatre ans plus tard, il atteint 39% en raison de la syndicalisation massive du secteur public et parapublic et de la syndicalisation obligatoire dans la construction.

En 1961, le Nouveau parti démocratique (NPD) nouvellement fondé au Canada à partir du CCF tente de s'étendre au Québec. La Fédération des Travailleurs et Travailleuses du Québec (FTQ) soutient ouvertement sa construction et s'y affine, contrairement à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Le président de la CSN, Jean Marchand, participe toutefois personnellement à la fondation du NPD-Québec. Cette association est de courte durée puisque Marchand et trois autres militants associés à la CSN (Gérard Pelletier, Pierre Elliott Trudeau et Jacques Olivier) deviennent députés pour le Parti libéral du Canada (PLC) en 1965.

### L'essor du nationalisme québécois

À la fin des années 1960, l'assise sociale principale du mouvement nationaliste change. Il passe d'un nationalisme canadien-français promu par les élites traditionnelles à un nationalisme québécois de masse. De nombreux militant·e·s syndicaux épousent ce nouveau nationalisme lié aux idées progressistes et à la gauche étatiste. La CSN appuie la plupart des réformes du Parti libéral de Jean Lesage, époque au cours de laquelle le gouvernement québécois devient le lieu privilégié du changement social.

L'option fédéraliste défendue par la direction de la FTQ dans le NPD-Québec naissant divise ses militant·e·s. Cette situation débouche par la formation de deux partis en 1963 : le NPD-Québec et le Parti socialiste du Québec (PSQ), uniquement actif sur la scène provinciale. Sans liens organiques avec les organisations syndicales, le PSQ – dirigé notamment par le syndicaliste Michel Chartrand – est faible et divisé. Il disparaît deux ans plus tard.

Aux élections provinciales de 1966, le mouvement nationaliste québécois émerge comme nouvelle force politique avec le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et le Ralliement national (RN). Le NPD-Québec voit ses appuis fondre aux élections fédérales de 1968 à mesure que le nationalisme québécois croit. La FTQ retire son appui au NPD en 1971. La centrale continue toutefois de suggérer à ses membres de voter pour les candidat·e·s NPD aux élections fédérales jusqu'en 1993.

## La question linguistique

À la fin des années 60, de larges couches de la jeunesse et de la classe ouvrière constatent que le français est menacé à Montréal. Le centre intellectuel, culturel, financier, commercial et industriel du Québec compte une proportion anglophone-francophone de 40%-60%. Cette proportion est plutôt à 5%-95% hors de Montréal. Le transfert linguistique vers l'anglais, en particulier chez les personnes issues de l'immigration, joue un rôle central dans la stratégie d'assimilation des élites anglo-canadiennes. Les travailleurs et les travailleuses francophones se font demander de « Speak white » par leurs patrons anglophones. L'anglais est la langue de travail ainsi que celle de l'affichage commercial. De 1967 à 1973, la revendication de l'indépendance politique du Québec sert d'élément central et unificateur pour toutes les forces progressistes du Québec. Cette revendication constitue la toile de fond de nombreux rassemblements de masse.

### Vers la création d'un parti des travailleurs : les CAP

À la fin des années 60, le retour de l'Union nationale au pouvoir à Québec et la radicalisation du mouvement syndical remettent à l'ordre du jour la création d'un parti politique de masse dévoué à la défense des intérêts des travailleurs et des travailleuses.

Les nouvelles catégories de salarié·e·s provenant des secteurs public et parapublic (qui ont l'État comme employeur) contribuent à renforcer la radicalisation des pratiques syndicales. Les idées socialistes touchent les centrales syndicales et accentuent leur influence au début des années 1970.

À partir de 1967, la CSN, la FTQ et la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) mettent sur pied des comités d'action politique (CAP) chargés de donner une voix politique aux salarié·e·s en dehors des partis traditionnels. Durant le printemps 1970, les centrales rassemblent les militant·e·s syndicaux et les éléments de gauche de partout au Québec lors d'une quinzaine de colloques régionaux. Ils rassemblent des milliers de personnes qui demandent un suivi du projet. Toutefois, les directions jugent la création d'une nouvelle formation politique prématurée à la lumière de l'expérience du PSQ et surtout suite à la création du Parti québécois (PQ) en 1968.

### Le FRAP et Octobre 70

En 1970, l'action collective des CAP entraîne la formation d'un parti politique municipal, le Front d'action politique des salariés à Montréal (FRAP), basé sur les groupes populaires et le mouvement syndical. Confronté à l'indifférence des directions des grandes centrales, le FRAP s'appuie sur les syndicats locaux et le Conseil régional Montréal CSN. Aux élections municipales du 25 octobre 1970, le FRAP présente 32 candidat·e·s dont 17 proviennent du mouvement syndical.

Trois semaines avant les élections, le Front de libération du Québec (FLQ) enlève le diplomate britannique James R. Cross puis le ministre du Travail et de la main-d'oeuvre du Québec, Pierre Laporte. À la demande du premier ministre du Québec, Robert Bourassa, et du maire de Montréal, Jean Drapeau, le gouvernement fédéral de Pierre Elliott Trudeau invoque la loi des mesures de guerre le 16 octobre. Le prétexte d'une « insurrection appréhendée » est utilisé pour mater le mouvement nationaliste, syndical

et social. Près de 500 personnes sont arrêtées sans mandat, dont deux candidats du FRAP, et plus de 2000 sont perquisitionnées.

Le FRAP est accusé d'être un paravent du FLQ après le meurtre de Laporte. Les élections ont lieu sous les mesures de guerre. Le FRAP recueille 16% des voix, un score bien en deçà des prévisions. La formation se déchire et se dissout en 1974. Le FRAP constitue l'achèvement au niveau politique du mouvement de radicalisation de couches importantes de la société québécoise durant les années 1960.

Les événements d'octobre 70 radicalisent le mouvement syndical. D'intenses luttes se mènent durant les années 70 (grève de La Presse en 1971, Front commun du secteur public de 1972 et 1976, conflit à la United Aircraft en 1974). Le gouvernement et les patrons doivent reculer et le mouvement syndical fait des gains importants. Le discours des centrales devient ouvertement anticapitaliste, notamment dans les manifestes de la FTQ, de la CSN et de la CEQ lancés au début des années 70.

Sous le gouvernement libéral de Bourassa, le mouvement syndical s'engage dans une voie de rupture avec l'État et avec les partis politiques traditionnellement au pouvoir. Le cheminement du mouvement syndical vers le parti des travailleurs et travailleuses est toutefois interrompu par l'option que représente le PQ. L'approche de la non-partisanerie – plus ou moins explicite – en faveur du PQ prend le dessus sur celle du travaillisme.

### **L'appui partisan et non partisan au PQ**

En même temps que le discours de classe se radicalise, le mouvement syndical radicalise son approche de la question nationale. Les stratégies pour joindre la lutte pour le socialisme et celle pour l'indépendance s'affrontent. Les discussions sur la formation d'un parti politique autonome de la classe des travailleurs et travailleuses s'atténuent à mesure que le PQ est perçu par de larges couches de la population comme étant ce parti.

En 1968, le Mouvement souveraineté-association de René Lévesque – scission du Parti libéral – fusionne avec le RN conservateur pour créer le PQ. Plusieurs membres du RIN sabordé ainsi que des syndicalistes de l'ancien PSQ viennent également grossir les rangs du PQ. La nouvelle formation est beaucoup plus radicale à sa base qu'à sa direction, dominée par des technocrates de la bourgeoisie québécoise. La crise d'Octobre 70 ainsi que l'intégration dans le PQ de rescapés de l'Union nationale déplacent le rapport de force à droite. Le PQ se cristallise comme parti nationaliste bourgeois. Cela ne l'empêche pas de présenter un programme de centre gauche qui comprend une extension importante du rôle de l'État en économie et une bonification des programmes sociaux.

Le PQ représente une source de changement pour la direction de la FTQ et une large part de ses membres. En 1971, le congrès de la FTQ fait un virage à 180 degrés et prend position pour l'autodétermination du Québec, incluant le droit à la séparation. Afin de ne pas nuire au PQ, une proposition de convocation des forces progressistes au Québec est battue au congrès de 1973. La FTQ, sous l'impulsion de son président Louis Laberge, appelle ses membres à voter pour le PQ lors des élections de 1976 afin de se débarrasser des libéraux. La FTQ ferme ainsi le couvercle sur le projet de créer un parti des travailleurs et travailleuses.

Du côté de la CSN, des divisions internes provoquent une scission des éléments encore proches des partis libéraux en 1972. Ces derniers fondent la Centrale des syndicats démocratiques. Sous l'impulsion du président de la CSN, Marcel Pepin, le congrès propose de fonder des comités d'action populaires dans les quartiers et les comités avec les militant·e·s de toutes les organisations syndicales et populaires. Il n'est toutefois pas question de fonder un nouveau parti ou d'en appuyer un formellement. Le projet de comité d'action n'aboutit pas. Tout comme à la FTQ, le PQ draine la volonté de changement chez les militant·e·s de la CSN. Aux élections de 1976, le mot d'ordre consiste à voter pour « le parti qui est le plus près de nos intérêts », un appui implicite au PQ.

Le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN) prend toutefois la question des comités populaires au sérieux. Il tente avec le Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM) de mettre sur pied un parti municipal des travailleurs et travailleuses comme prolongement de l'action du FRAP. Après la tentative avortée du Regroupement Action-Montréal, le CRIM décide plutôt de lier les militant·e·s du PQ et du NPD plutôt que ceux des groupes populaires. Les efforts syndicaux aboutissent au lancement du Rassemblement des citoyens de Montréal en 1974 – un parti plus modéré que le FRAP qui ne s'identifie pas aux salarié·e·s – et au Rassemblement populaire à Québec.

### **Le RMS**

Face à cette situation, les militant·e·s du Groupe socialiste des travailleurs – organisation trotskiste fondée en 1974 – lancent le Regroupement des militants syndicaux (RMS) la même année. Pendant cinq ans, le RMS sert de forum de débats et de formation pour les militant·e·s syndicaux de la province. Il défend la nécessité de construire un parti des travailleurs et des travailleuses sur une indépendance de classe et une indépendance nationale. Lors des élections provinciales de 1976, le RMS constitue une coalition électorale avec le NPD-Québec, la « Coalition NPD-RMS », qui présente 21 candidatures. Cette dernière ne bénéficie pas de l'appui des centrales qui ont déjà donné leur appui au PQ, explicite depuis 1975 dans le cas de la FTQ, implicite pour la CSN et la CEQ.

### **La première élection du PQ (1976)**

Le PQ est élu par surprise en 1976. Il s'agit d'une victoire du vote populaire pour un tiers parti, non pas d'un simple processus d'alternance du pouvoir entre conservateurs et libéraux. L'immense base syndicale considère le PQ comme son parti. Elle lui fait confiance en l'absence d'un authentique parti de la classe ouvrière.

L'une des principales conséquences de l'oppression nationale est la distorsion du rapport de forces social au sein de la nation québécoise. D'une part, la bourgeoisie francophone est relativement faible. En 1976, les grandes entreprises à propriété francophone représentent 16% de toutes les entreprises. La majeure partie de l'économie est entre les mains du capital anglo-canadien et américain. D'autre part, les pouvoirs de l'État québécois sont tronqués et subordonnés à ceux de l'État fédéral avec qui les bourgeoisies anglo-canadiennes et étrangères ont des rapports privilégiés. L'élection du PQ viendra aider à la consolidation du « Québec Inc ». En 1977, le PQ adopte la très attendue Charte de la langue française.

Le français devient la langue officielle au Québec, dans les structures de l'État comme sur les milieux de travail.

Durant la période qui précède la victoire du PQ, les centrales syndicales réorientent leur action politique vers le lieu de travail plutôt que vers l'État directement. Sous le gouvernement péquiste, la non-partisanerie syndicale renforce ses mécanismes de contact et de concertation avec les appareils d'État. En 1976, les centrales participent au premier sommet économique et social organisé par le PQ. Cette intégration des syndicats aux structures de l'État est dénoncée par le RMS et par plusieurs instances syndicales intermédiaires de la CSN et de la CEQ.

En 1977, le PQ adopte la Loi 2 sur le financement des partis politiques. Elle interdit le financement par les organisations syndicales d'un parti qu'elles décideraient d'impulser. Dénoncée par le RMS, cette loi vient poser un clou de plus sur le cercueil du parti des travailleurs et travailleuses.

## **Le référendum de 1980**

Le PQ tarde à organiser un premier référendum. Il n'est pas exclu qu'un référendum sur l'indépendance du Québec eût été victorieux en 1977 compte tenu du niveau de conscience politique chez de larges couches de la population. Toutefois, un tel scénario aurait fait glisser le contrôle du mouvement nationaliste des mains du PQ vers celles du mouvement syndical et social.

Le gouvernement fédéral est très conscient de la menace « séparatiste ». La commission d'enquête MacKenzie l'identifie comme l'une des deux menaces à la « sécurité nationale » à côté du « communisme international ». Dès 1968, les services secrets fédéraux, aidés par la Sûreté du Québec et les services policiers municipaux, surveillent particulièrement les activités du PQ, du FRAP, de la CSN et de l'Agence de presse libre du Québec.

Le gouvernement Lévesque tient finalement un référendum en 1980 où il ajoute une étape avant l'accession à la souveraineté. La question référendaire vise à d'abord aller chercher un mandat de négocier une entente avec l'État fédéral en vue d'un deuxième référendum où le résultat des négociations serait ratifié. Le camp du OUI est défait à 40%. Il représente 50% du vote francophone où sont clairement représentés une majorité de jeunes, de scolarisé·e·s et de syndiqué·e·s.

Malgré la déception, le PQ est réélu en 1981 avec l'appui partisan de la FTQ et l'appui implicite de la CSN et de la CEQ. Ces dernières appellent à éviter l'élection du PLQ. Suite à l'échec référendaire et au rapatriement de la constitution sans l'accord du Québec en 1982, René Lévesque impose la négociation d'un fédéralisme renouvelé avec Ottawa. La déception face à l'échec de la stratégie constitutionnelle péquiste pousse les centrales à signer une déclaration qui propose plutôt l'élaboration et l'adoption d'une constitution du peuple québécois.

## **L'avènement du néolibéralisme**

Le début des années 1980 est marqué par les effets de la récession mondiale et l'implantation des premières mesures néolibérales au Québec. Après un pic du taux de syndicalisation à 42% entre 1971 et 1974, il tombe à 35% au début des années 80. Plus du 2/3 des syndiqué·e·s

appartiennent au secteur tertiaire, dont une large part provient des services publics. L'ampleur du phénomène des salarié·e·s publics face à un État employeur tend à politiser les conflits de travail.

En 1982-83, le PQ de René Lévesque et Jacques Parizeau s'attaque au secteur le plus militant de la classe ouvrière, le secteur public et parapublic, composé majoritairement de femmes. Il adopte des lois spéciales qui décrètent un recul des conditions de travail et d'autres lois très répressives qui menacent le droit de grève. Les directions syndicales, qui appellent à une grève générale le 9 janvier 1983, reculent sous les menaces de représailles draconiennes et du risque d'une élection précipitée où seul le parti libéral sortirait gagnant.

Autant au niveau constitutionnel que politique, le PQ est discrédité. Il perd son hégémonie sur l'activité syndicale et populaire. Son nombre de membres passe de 300 000 en 1981 à moins de 80 000 quatre ans plus tard. Les questions sur les formes d'action politique du mouvement syndical resurgissent. Les directions syndicales refusent toutefois de donner leur appui à la construction du Mouvement socialiste – lancé par des syndicalistes et des universitaires notoires en 1981 – même si le parti assure aux directions syndicales qu'il n'interviendra pas dans « leur » mouvement.

## **La banqueroute de l'appui au PQ**

L'unique stratégie d'action politique développée par les centrales syndicales au provincial, la partisanerie explicite ou implicite avec le PQ, est soumise à de fortes tensions. La récession couplée à la défaite du mouvement national puis à celle du mouvement syndical crée un reflux de l'ensemble des mouvements sociaux. Les plus fortes organisations de gauche, en particulier les groupes maoïstes, disparaissent du jour au lendemain. De nombreux militants et militantes réorientent leur intervention dans des activités non partisans : mouvement des femmes, mouvement écologiste, action communautaire, etc.

Les directions syndicales s'accommodent de plus en plus au capitalisme, par exemple avec la création du Fonds de solidarité de la FTQ en 1983. Elles se concertent aussi davantage avec l'État, notamment pour geler les salaires en 1980 lors du Forum pour l'emploi. En 1985, les libéraux portés au pouvoir inaugurent un régime de négociation factice dans le secteur public et parapublic avec l'adoption des lois répressives 111 et 160. Ces lois réduisent les matières pouvant faire l'objet de négociations et pouvant être sujettes à l'exercice de moyens de pression. Elles bouleversent le rapport de force du mouvement syndical ainsi que celui des rapports de classes au Québec.

Le congrès de la FTQ refuse d'appuyer le PQ en 1985, malgré la recommandation de la direction. Toutefois, la FTQ appuie de nouveau le PQ aux élections de 1989, qui reportent les libéraux à l'Assemblée nationale.

Malgré la démonstration de l'insuffisance de l'appui partisan et non partisan au PQ, le mouvement syndical en général, et les acteurs de la gauche en particulier, rompent avec l'approche de classe de type travailliste qui a animé les efforts pour la construction d'un parti des travailleurs et des travailleuses les décennies précédentes. Le projet de société socialiste qui en découlait est également mis en veilleuse. Les

différents mouvements sociaux (féministe, souverainiste, communautaire) sont alors considérés comme les nouveaux acteurs du changement social.

## **L'implication dans le mouvement nationaliste**

Au début des années 1990, le taux de syndicalisation remonte à 40%. Une nouvelle crise économique vient ébranler l'État capitaliste québécois. Dans ce contexte, plusieurs facteurs participent à faire oublier l'approche de classe jusque-là défendue par le mouvement syndical et populaire. D'une part, la chute du bloc soviétique et la progression des discours et pratiques néolibérales sonnent le glas d'une alternative réelle au capitalisme – aussi imparfaite a-t-elle été – et de son acteur principal, la classe ouvrière. D'autre part, le nationalisme du PQ concilie les différents intérêts de classe afin de créer les « conditions gagnantes » d'un Québec souverain où tout le monde serait satisfait.

À la fin des années 80, la population d'origine britannique a toujours de plus hauts revenus et de meilleurs emplois que les personnes d'origine française, qui composent pourtant 80% de la population du Québec. Les grandes entreprises à propriété francophone représentent 40% de toutes les entreprises en 1990.

## **La crise d'Oka (1990)**

Durant l'été 1990, la Crise d'Oka éclate à Kanesatake, une communauté mohawk en banlieue de Montréal. Les Mohawks résistent aux projets d'expansion de domiciles et d'un terrain de golf sur une pinède située sur un ancien cimetière. Inspirés par l'American Indian Movement, les Warriors des trois nations mohawks se positionnent en confrontation directe avec la Sûreté du Québec et l'armée canadienne pendant plus de 2 mois. Un policier est tué durant des échanges de tirs.

Le mouvement ouvrier et le mouvement indépendantiste sont dépourvus face à cette crise. Rares sont les progressistes qui soutiennent le groupe de Solidarité avec les autochtones. Ce dernier est notamment animé par François Saillant et bénéficie de l'appui du syndicaliste Michel Chartrand, des militantes syndicales et féministes Madeleine Parent et Léa Roback, de l'écrivain Pierre Vallières et du chanteur Richard Desjardins. Le projet de développement immobilier du maire d'Oka ne se réalise pas. Les négociations entre les Mohawks et le gouvernement fédéral échouent également à faire reconnaître cette partie du territoire à Kanesatake.

## **L'impasse**

La défaite référendaire de 80 mène le PQ à des négociations constitutionnelles avec le fédéral où il n'a pas de rapport de force. Le PQ laisse notamment tomber l'idée de souveraineté populaire en éliminant de son projet le processus d'élaboration d'une constitution avec une participation populaire. Les négociations aboutissent à l'Accord du lac Meech. Cet accord – qui ne répond ni aux volontés du PQ, ni aux volontés du Canada anglais, ni à celles des communautés autochtones – est rejeté en 1990, le Manitoba et Terre-Neuve ne ratifiant pas l'accord. Près de 500 000 personnes fêtent ce rejet dans les rues de Montréal. Robert Bourassa, alors premier ministre du Québec (PLQ) déclare que « quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement. » Le PLQ adopte le rapport Allaire, qui demande entre autres la tenue d'un

référendum portant soit sur une proposition de réforme Québec/Canada, soit sur l'accession du Québec à la souveraineté. En 1992, un autre accord défavorable au Québec, dit de Charlottetown, est encore rejeté, cette fois-ci par référendum pancanadien.

Cette impasse marque un tournant majeur pour le mouvement nationaliste. L'oppression nationale qui perdure et la question nationale toujours en suspens poussent les centrales syndicales à se prononcer définitivement et ouvertement en faveur de l'indépendance du Québec. Elles critiquent la capacité du PQ de pouvoir gérer seul la question nationale et s'organisent pour exprimer leur vision d'un Québec indépendant. La CSN investit toutes ses ressources dans la campagne référendaire contre l'Accord de Charlottetown en 1992.

Lors des élections fédérales de 1993, la FTQ délaisse pour la première fois son appui au NPD. Ce dernier a expulsé sa section québécoise trois ans plus tôt pour son appui à l'indépendance du Québec. La FTQ appelle désormais ses membres à voter pour le Bloc québécois (BQ), fondé en 1991. Ce parti s'impose aux élections de 1993. La CSN appelle un appui implicite au BQ. Plusieurs têtes d'affiche de la CSN passent en politique aux côtés du BQ.

## **Le référendum de 1995**

Le PQ reprend le pouvoir de justesse en 1994. Au début de l'année suivante, les centrales syndicales et une douzaine d'organisations mettent sur pied la coalition Partenaires pour la souveraineté qui tente de donner un contenu progressiste au projet d'indépendance. Elles posent la souveraineté comme un rempart aux politiques de droite qui sévissent ailleurs au Canada.

Le PQ de Jacques Parizeau organise un 2e référendum en octobre 1995. Son projet néolibéral vise à rassurer l'impérialisme étatsunien. Il propose une association avec le Canada, une monnaie commune, la double citoyenneté, le soutien à l'ALENA ainsi qu'aux alliances militaires de l'OTAN et du NORAD.

Dans le camp du NON, on retrouve les chefs de grandes entreprises, les chambres de commerce, le conseil du patronat et les banques. Le camp du OUI regroupe le mouvement syndical, le mouvement féministe, les groupes populaires et la majorité des intellectuel·le·s et des artistes. Le discours progressiste du camp du OUI n'est toutefois pas accompagné de mobilisations populaires ni d'engagements concrets.

Le référendum, qui connaît le taux de participation le plus élevé jamais enregistré au Québec (94%), se conclut par la défaite du OUI avec 49,42 % des voix. Les résultats reflètent une polarisation linguistique. Les non-francophones votent systématiquement contre la souveraineté, tandis que le OUI remporte la majorité chez les francophones dans 108 circonscriptions sur 125. Une division de classe s'observe aussi dans le vote francophone. Les zones les plus pauvres du Québec présentent les plus forts taux d'appuis au OUI, généralement supérieurs à 60% et parfois à 70%. Inversement, les quartiers les plus cossus présentent les taux les plus bas.

## **L'accélération des politiques néolibérales**

Après la défaite référendaire, l'arrivée de Lucien Bouchard accentue le tournant néolibéral du gouvernement péquiste. En 1996, le gouvernement du PQ organise deux sommets économiques pour « assainir » les finances publiques qui sont dans un « état désastreux ». Un consensus est établi avec les directions syndicales et étudiantes sur l'atteinte du déficit zéro en quatre ans et l'adaptation aux contraintes de la globalisation.

Le PQ entame un démantèlement de l'État social qui vise en particulier le système de santé, d'éducation ainsi qu'Hydro-Québec. La base syndicale des différentes centrales se met à critiquer le programme auquel leur direction a souscrit.

Lors des élections fédérales de 1997 et de 2000, la FTQ refuse de donner officiellement son appui au BQ. Elle l'appuie toutefois dans les faits. Pour plusieurs affiliés du secteur public, Bloc québécois rime encore avec les coupures de Lucien Bouchard.

En 1998, la CSQ et la CSN quittent la coalition Partenaires pour la souveraineté afin de protester contre les mesures néolibérales du PQ. Quant à elle, la FTQ s'abstient de donner son appui au PQ lors des élections de 1998 et de 2003. La démission de Lucien Bouchard et son remplacement par Bernard Landry en 2001 conduit à une politique de plus en plus néolibérale.

## **La recomposition de la gauche**

Durant les années 2000, les traités de libre-échange favorisent les délocalisations et modifient le marché du travail. Le mouvement syndical s'implique dans la création de larges coalitions, notamment La Marche mondiale des femmes (2000), le Sommet des peuples des Amériques à Québec (2001) et le Forum social mondial de Porto Alegre (2001). Les forces de gauche profitent de la défaite électorale du PQ pour réarticuler la lutte pour l'indépendance nationale et l'indépendance de classe.

Au terme de quelques années de négociations, la gauche québécoise se recompose et donne naissance à l'Union des forces progressistes (UFP) en 2003. Il s'agit d'une fusion entre le Parti de la démocratie socialiste (ancien NPD-Québec), le Rassemblement pour une alternative politique et le Parti communiste du Québec. La candidature unitaire de Paul Cliche lors des élections partielles de Mercier en 2001 recueille notamment l'appui du CCMM-CSN et celui du Syndicat des cols bleus de Montréal. En réaction à la création de ce nouveau parti politique indépendantiste, une centaine de militant·e·s nationalistes fondent le club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ-Libre) en 2004. L'objectif est de développer un courant de gauche à l'intérieur du PQ.

## **La ruine du SPQ-Libre**

Plusieurs figures de proue du syndicalisme se joignent au SPQ-Libre, comme Marc Laviolette (ex-CSN) et Monique Richard (ex-CSQ). Malgré l'élection de certaines personnes à des postes clés au sein du PQ, la stratégie du SPQ-Libre le condamne à la marginalité. Il est répudié du PQ en 2010 par Pauline Marois en raison de ses fréquentes sorties publiques contre les orientations du parti. Ses militant·e·s demeurent toutefois au PQ. En 2014, la compromission de classe du club éclate au grand jour avec

l'arrivée du candidat péquiste Pierre-Karl Péladeau, un magnat de la presse qui détient le record du nombre de lock-out au Québec. Le président du SPQ-Libre, Laviolette, applaudit l'arrivée du nationaliste Péladeau qui se hissera au poste de chef du PQ l'année suivante.

En 2003, les libéraux reviennent au pouvoir après neuf ans d'absence. Les coupures et les privatisations dans le secteur public et parapublic continuent. L'ampleur et la combativité des mobilisations entourant le Front commun 2003-2005 sont inégalées depuis des décennies. Les négociations se soldent toutefois par un décret du gouvernement qui fixe les conditions de travail, impose une réorganisation des services de santé et modifie les accréditations syndicales, ce qui fragmente le mouvement. Des mobilisations de masse forcent le gouvernement de Jean Charest à reculer lorsqu'il tente de hausser les frais des services de garde des centres de la petite enfance ainsi que ceux des étudiant·e·s post-secondaires.

Un grand colloque international de réflexion sur le renouveau syndical se tient en 2004 à Montréal. La réflexion sur l'action politique du mouvement syndical y est marginale et les discours prônent le statu quo.

Au palier fédéral, la FTQ ne donne son appui à aucun parti lors des élections de 2004. Le PLC remporte les élections avec Paul Martin à sa tête. Les politiques néolibérales accélèrent : coupures massives dans les transferts aux provinces en santé et en éducation, alignement sur les États-Unis dans le cadre de l'ALENA. Le scandale des commandites éclate. Le PLC a investi illégalement 332 M\$ des fonds publics pour promouvoir l'unité canadienne suite au référendum de 1995. Le camp du NON a aussi dépassé son budget durant la période référendaire, puisant un budget excédentaire dans les poches du fédéral et de certains particuliers. L'appui à l'indépendance dépasse alors les 50%.

## **La création de Québec solidaire (2006)**

En 2006, l'UFP fusionne avec Option citoyenne – un regroupement issu du milieu communautaire – pour former un nouveau parti large de gauche : Québec solidaire (QS). Le CCMM-CSN s'implique dans la création du nouveau parti de gauche. QS se base sur les valeurs que sont l'écologie, la gauche, la démocratie, le féminisme, l'altermondialisme, le pluralisme, la souveraineté et la solidarité.

Aux élections provinciales de 2007, certains syndicats locaux (Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP-FTQ)) et régionaux (Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRMM)) appuient des candidatures solidaires. La FTQ, par la voix de son président Henri Massé, donne toutefois son « appui indéfectible » au PQ d'André Boisclair. Quant à elle, la CSN recommande à ses membres de ne pas voter pour l'Action démocratique du Québec (ADQ).

## **Vote de mécontentement et « vote stratégique »**

Par manque d'alternative politique de classe, le mécontentement populaire s'exprime progressivement à travers le vote pour des alternatives de droite populistes. L'arrivée de l'ADQ au milieu des années 90 offre une nouvelle voie politique pour exprimer le ressentiment populaire contre les pratiques déficientes des institutions politiques, économiques et sociales. De moins en moins clair sur la question de l'indépendance du Québec, ce parti populiste de droite mise sur un nationalisme conservateur de plus en plus



identitaire. Propulsée par un scandale monté de toute pièce visant les communautés juives et musulmanes – celui des accommodements raisonnables – l'ADQ devient pour la première fois l'opposition officielle à l'Assemblée nationale lors des élections générales de 2007. Les élections de l'année suivante lui font perdre ce statut. L'ADQ renoue ensuite avec son score habituel sous les 20%.

En 2012, les mouvements de masse contre la hausse des frais de scolarité contraignent le gouvernement Charest à déclencher des élections anticipées à la fin de l'été. Le PQ de Pauline Marois est perçu comme la seule alternative valable pour sortir de la crise politique engendrée par l'intransigeance du PLQ. Or, la Coalition Avenir Québec (CAQ, refonte de l'ADQ) voit son score presque doubler et talonne le PLQ dans l'opposition officielle (27% vs 31%). Le populisme de droite de la CAQ lui permet de canaliser une bonne partie de la grogne de la classe travailleuse contre la dégradation de ses conditions de vie.

QS ne recueille que 6% des voix et deux député·e·s, malgré le fait qu'il soit le seul parti – avec Option nationale – à promouvoir la gratuité scolaire, revendication du mouvement étudiant.

Aux élections provinciales de 2008, 2012 et 2014, la FTQ retire son appui traditionnel au PQ et n'en donne à aucun parti. La centrale demande à ses troupes de juger chaque candidature selon ses engagements par rapport aux demandes de la FTQ. Si cette approche semble appuyer en principe les candidatures pro-travailleuses, il n'en est rien. Dans les faits, la FTQ continue d'appuyer les candidatures du PQ, seules alternatives crédibles aux libéraux ou aux candidatures de la CAQ. La FTQ en vient à épouser la même stratégie d'action politique que la CSN, c'est-à-dire la non-partisanerie qu'on renomme « vote utile » ou « vote stratégique ». Quant à lui, le CRMM donne son appui à trois candidatures de QS en 2012.

Lors de ces élections, la CSN invite ses membres à voter pour la candidature qui a le plus de chances de battre les libéraux ou les caquistes. Cette approche revient à appuyer implicitement le PQ de Marois. De son côté, le CCMM-CSN invite implicitement ses membres à voter pour QS dans les circonscriptions où il n'y a pas de risques de favoriser une victoire de la CAQ ou du PLQ.

Durant son court mandat, le PQ en profite pour sabrer dans les budgets des services sociaux. Espérant faire élire un gouvernement majoritaire, Marois fait tenir des élections anticipées en 2014. L'année précédente, le PQ prend un virage nationaliste identitaire avec sa proposition de Charte des « valeurs québécoises ». Ce projet xénophobe ciblant les personnes supposées musulmanes et issues de l'immigration récente participe à leur défaite. Les libéraux de Philippe Couillard sont élu·e·s avec la majorité des sièges. Durant les années suivantes, le gouvernement libéral applique une série de compressions budgétaires jamais vue depuis des décennies.

## L'essor progressif de QS

Depuis sa création en 2006, QS canalise une partie croissante, mais faible, du vote anti-establishment. De 4% des voix en 2007-2008, la formation passe à 8% en 2014 et fait élire 3 député·e·s. Le soutien à QS croît notamment sur le discrédit du PQ, dont le projet nationaliste de plus en plus identitaire et les politiques néolibérales drastiques sont rejetés massivement. Le vote pour QS se concentre dans la région de Montréal,

parmi les jeunes et les couches sociales les plus scolarisées. Ce vote représente celui des couches à la recherche d'alternatives politiques parmi la classe travailleuse et la classe petite-bourgeoise.

Le développement de QS, comme celui des autres formations larges de gauche au niveau international, constitue une expérimentation politique confuse et instable. QS concentre l'énergie de militant·e·s provenant de tous les mouvements sociaux, dont une partie de l'avant-garde du mouvement syndical. L'appui de syndicats locaux aux candidatures QS, bien que marginal, s'affirme de plus en plus.

QS concentre et structure un flux de personnes nouvellement conscientisées à la nécessité d'une alternative politique. En 2017, le chroniqueur et ancien porte-parole de la grève étudiante de 2012, Gabriel Nadeau-Dubois, se fait élire comme co-porte-parole et député de QS. Son arrivée fait bondir le membership du parti de près de 20%. Il monte à environ 17 000 personnes (par rapport à 80 000 au PQ, 30 000 au PLQ et 12 000 à la CAQ).

Du côté du mouvement syndical, la nouvelle vague de penseurs et penseuses du renouveau syndical ignore la question des stratégies de construction d'une alternative politique indépendante des travailleurs et des travailleuses. Pourtant, QS devient un véhicule politique de plus en plus crédible pour une couche de militant·e·s syndicaux. Néanmoins, une majorité de syndicalistes s'attachent toujours au PQ, malgré la double défaite de la candidate de gauche Martine Ouellet à la direction du parti. Elle perd une première fois contre Pierre-Karl Péladeau en 2015, et une deuxième fois en 2016 contre l'opportuniste Jean-François Lisée. Plutôt que de profiter de l'occasion pour discuter ouvertement d'une alternative politique pour les travailleurs et les travailleuses, les directions syndicales ont depuis pour seules perspectives stratégiques des vœux pieux.

## Un vote fédéral très volatile

Les conservateurs de Stephen Harper remportent les élections fédérales de 2006, 2008 et 2011. D'une part, ils en profitent pour effectuer une révolution conservatrice du mode de fonctionnement de l'État fédéral. D'autre part, le gouvernement fédéral fait la promotion d'un nationalisme conservateur au Québec. Il le reconnaît notamment comme une « nation distincte », ce qui participe à la délégitimation du BQ.

Depuis le début des années 90, le ressentiment populaire s'exprime par l'appui « stratégique » au BQ. Le supposé porteur des intérêts du Québec à Ottawa est pratiquement rayé de la carte en 2011 avec le vote massif pour le NPD de Jack Layton. La « vague orange », nouvelle expression populaire de la stratégie du « moins pire », fait passer le BQ de 49 à 4 député·e·s au Québec, tandis que le NPD passe de 1 à 59.

Bien que le NPD soit le parti travailliste anglo-canadien historiquement lié à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la « vague orange » ne constitue pas un retour au vote pour un parti traditionnel de la classe travailleuse. Malgré les efforts de la FTQ durant les décennies 60, 70 et 80, le NPD n'a jamais réussi à construire une base militante massive au Québec ou à faire élire une députation représentant une tendance de la classe travailleuse québécoise. Après la mort de Layton, Thomas Mulcair – député libéral de 1994 à 2007 – prend la tête du NPD en 2012. Il opère un virage à droite dans le parti. Avec l'appui d'une forte

majorité des membres, il fait notamment remplacer les références au socialisme dans la constitution du parti par un rappel « des traditions sociales-démocrates et socialistes démocratiques » du NPD.

Lors des élections de 2015, le nombre de député·e·s NPD tombe à 16 au Québec. La rhétorique plus à gauche du nouveau chef du PLC, Justin Trudeau, fils de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, constitue un des facteurs de cette déconfiture. Le BQ remonte à 10 sièges et tend de plus en plus vers un nationalisme conservateur.

Durant le règne Harper, la FTQ appuie le BQ. Suite au succès sans précédent du NPD au Québec en 2011, la FTQ appuie ce parti lors des élections de 2015. Parallèlement, la FTQ tente aussi de battre les candidatures conservatrices dans une dizaine de circonscriptions au Québec en appuyant le BQ, le NPD ou le PLC.

La CSN n'appuie aucun parti lors des élections fédérales de 2006, 2008, 2011 et 2015. La centrale invite ses membres à voter pour la candidature qui a le plus de chance de battre celles du Parti conservateur, qu'elle soit issue du BQ, du NPD ou du PLC.

### **Le cul-de-sac du « vote stratégique »**

Un constat d'échec flagrant s'impose. D'une part, la partisanerie et la non-partisanerie péquistes n'ont pas empêché le projet néolibéral de déferler sur le Québec. D'autre part, la stratégie du « vote stratégique » des 10 dernières années a été incapable ne serait-ce que de ralentir le démantèlement de l'État social hérité des années 60.

La stratégie du « moins pire » condamne ses tenants et ses tenantes à une stratégie de lobbying auprès des patrons et de leurs partis politiques. L'échec de cette stratégie pousse la classe travailleuse à tirer plusieurs conclusions. D'une part, une partie de la classe se décourage, tombe dans le cynisme ou opte pour les populistes de droite. D'autre part, une autre partie réalise la nécessité de construire un véhicule politique de gauche alternatif. Finalement, une minorité réalise la nécessité de construire un nouveau parti des travailleurs et des travailleuses.

### Une période de polarisation économique et politique



L'économie canadienne connaît un ralentissement économique lors de la crise de 2008. Une lente reprise s'amorce à partir de 2011 et la croissance du PIB double en 2017 pour atteindre 3%. C'est la plus forte croissance des pays du G7. Entre 2009 et 2018, le taux de chômage diminue de moitié et le taux de création d'emplois à temps plein revient à son taux d'avant la crise. En 2018, le PIB se stabilise à près de 2% et le PIB de 2019 devrait atteindre 1,5%, près du taux de croissance de 2016.

Au Québec, la situation est comparable. La Banque Royale du Canada affirme même que «l'économie tourne à plein régime» dans ses perspectives de 2018. Cela est particulièrement vrai dans le secteur de la construction. La situation favorable n'empêche toutefois pas les patrons de l'industrie et le gouvernement de tenir une ligne dure devant les revendications des travailleurs et des travailleuses de ce secteur. Le gouvernement a d'ailleurs voté une loi spéciale pour mettre fin à la grève de 175 000 employé·e·s du milieu de la construction en mai 2017.

Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a aussi constitué l'«un des moteurs de la croissance de l'emploi entre 2007 et 2014». Les privatisations et les coupures de 4 milliards \$ du gouvernement Couillard ont toutefois causé une baisse de l'embauche dans le secteur public et entraîné une pénurie de personnel qui a des répercussions directes sur les conditions de travail et la qualité des services.

### Une économie qui ne profite qu'aux riches

Ces deux exemples illustrent bien que la bourgeoisie ne veut rien céder de sa richesse. Même quand l'économie «se porte bien», les inégalités économiques entre les classes sociales continuent de se creuser. L'Association canadienne de la paie révèle que 34% des employé·e·s «vivent d'un chèque de paie à l'autre». Cela confirme l'étude récente d'Angus Reid soutenant que 51% des 35-54 ans éprouvent des difficultés financières importantes. L'endettement record des ménages en 2018 et la hausse des prix immobiliers pèsent sur l'économie canadienne. Cette situation fait dire au Bureau des règlements internationaux que le Canada,

la Chine et Hong Kong sont les pays étant le plus à risque «de vivre une crise bancaire».

Cette croissance des inégalités est à l'origine d'une polarisation politique qui se manifeste de différentes manières depuis les dernières années.

### Élections provinciales 2018: une polarisation politique historique

Le paysage politique québécois s'est brutalement polarisé lors des élections du 1<sup>er</sup> octobre 2018. Les libéraux et les péquistes - qui se sont alterné le pouvoir depuis plus de 40 ans - ont connu les pires résultats de leur histoire. La CAQ, un parti de droite affairiste et identitaire, a remporté une majorité absolue des sièges avec 37% des votes. Ce fort appui de surface cache toutefois une situation très volatile. De l'autre côté du spectre politique, la formation de gauche Québec solidaire a connu un formidable essor, passant de 3 à 10 député·e·s. Ce parti constitue la seule opposition parlementaire sur laquelle pourront compter les mouvements de lutte pour répliquer aux attaques néolibérales à venir.

### Désaveux des libéraux

Comme dans tous les pays du G7, les partis de la bourgeoisie sont en crise. Le parti traditionnel du grand Capital au Québec, le Parti libéral du Québec (PLQ), a souffert d'une saignée de vote vers la Coalition avenir Québec (CAQ) et Québec solidaire (QS). À la tête du gouvernement depuis 2003, outre un court interlude péquiste de 2012 à 2014, le PLQ a récolté son plus bas pourcentage de vote depuis la fondation du Canada en 1867.

Ses réformes néolibérales ont permis d'adapter la législation aux exigences de la concurrence capitaliste internationale. Les libéraux ont également subventionné à coups de milliards de \$ l'industrie privée de l'aéronautique, de l'éolien et des mines. Le gouvernement a dépensé cet argent au moment même où il coupait 4G\$ dans les services publics. Les années d'austérité libérales ont permis de dégager le plus important surplus budgétaire de toutes les provinces canadiennes en 2017 (4,5G\$). Ce surplus a essentiellement servi à réduire la dette publique.

Les libéraux ont toutefois profité des élections pour saupoudrer des subsides aux secteurs de la santé et de l'éducation. Cela n'a pas suffi à faire taire la colère des employé·e·s épuisé·e·s et des usagers et usagères dégoûté·e·s par la dégradation des services. Ces manœuvres électoralistes n'ont également pas réussi à faire oublier les scandales de corruption, de nominations partisans et d'agressions sexuelles qui ont éclaboussé le PLQ durant les dernières années.

### La question nationale éludée

La quasi-absence de l'enjeu de la question nationale durant la campagne a empêché les libéraux d'utiliser la peur de la séparation du Québec comme arme de dissuasion contre les autres partis nationalistes. Le chef de la CAQ, l'ex-ministre péquiste François Legault, a déclaré que jamais son parti ne tiendrait de référendum sur la souveraineté. Il réclame toutefois plus d'autonomie pour le Québec. Comme la CAQ constituait l'ennemi à

abattre, les libéraux ont épargné les critiques trop prononcées envers QS. De son côté, le Parti québécois (PQ) a abandonné l'idée de tenir un référendum dans un premier mandat.

## L'effondrement du PQ

Le PQ a perdu le 2/3 de ses député·e·s au profit de la CAQ et de QS. Il a été complètement éjecté de l'île de Montréal. Le PQ a fait élire 10 député·e·s à travers la province, le même nombre que QS. Avec 17% des votes, 1% de plus que QS, le PQ a connu sa pire performance depuis 1970. Comme le PLQ, le PQ a été incapable de proposer des solutions aux problèmes générés par la crise du capitalisme.

Avec l'arrivée de Jean-François Lisée comme chef en 2016, le PQ a mis de côté son discours souverainiste ainsi que sa volonté de tenir un référendum durant un premier mandat. Le PQ s'est ainsi démasqué comme le parti d'une bourgeoisie québécoise qui s'accommode de sa place dans le capitalisme fédéral canadien. Plus que jamais, le projet nationaliste bourgeois du PQ a échoué à convaincre de larges couches de la population.

Depuis 1981, l'appui du PQ auprès de sa base historique composée de travailleurs et de travailleuses est en baisse constante. C'est durant ces années que le parti a inauguré l'ère néolibérale au Québec avec une série de lois antisyndicales et un appui à la mondialisation néolibérale. Cet agenda s'est consolidé durant les années 1990 et 2000, notamment avec les coupures en santé et l'appui aux différents traités de libre-échange. L'éphémère gouvernement de Pauline Marois en 2012-2014 a pour sa part conclu des contrats secrets avec Pétrolia à l'île d'Anticosti, opéré une accélération des mesures d'austérité et poursuivi le projet minier du Plan Nord hérité du précédent gouvernement libéral.

L'agenda opportuniste de la direction du PQ a aussi participé à discréditer le parti aux yeux de centaines de milliers de personnes. Durant les dernières années, le parti est ainsi passé d'un appui aux mouvements populaires de 2012 à leur trahison par l'austérité budgétaire, d'une rhétorique de gauche à un tournant identitaire avec sa charte des « valeurs québécoises » en 2014 puis à l'élection de l'antisyndical magnat de la presse Pierre-Karl Péladeau comme chef.

Après sa démission et son remplacement par Lisée, le PQ a proclamé avec arrogance la nécessité de conclure un pacte électoral avec QS dans l'intérêt de la « grande famille souverainiste ». Le refus de cette alliance par le congrès de QS en 2017, suivi de la montée fulgurante de QS dans les sondages en 2018 a finalement poussé Lisée à paniquer. Les amis d'hier sont devenus les ennemis d'aujourd'hui.

Pendant les élections, Lisée a tenté de dépeindre QS comme un parti de conspirateurs contrôlé par des « marxistes ». Cette campagne de peur a révélé des dissensions internes au PQ, en particulier avec sa tendance plus progressiste incarnée par Véronique Hivon. Les tensions ont abouti à la démission de Lisée à l'issue des élections et de sa défaite écrasante aux mains de QS dans sa propre circonscription.

La question des alliances PQ-QS risque de refaire surface à moyen et long terme. Une telle alliance de classes sur des bases nationalistes est défendue par la direction de QS depuis la création du parti. L'élection du ou de la nouvelle chef du PQ donnera le ton aux pourparlers. L'élaboration d'ententes électorales entre le PQ et QS pousserait QS sur la pente glissante du capitalisme nationaliste. À long terme, QS pourrait se retrouver à occuper l'espace politique du PQ.

## La CAQ, incarnation du « changement »

Comme ailleurs dans le monde, le sentiment anti-establishment présent parmi la population du Québec a pris la forme d'une polarisation du vote partisan. La CAQ a grimpé de 14% pour s'établir à 37% des voix, passant de 22 à 74 député·e·s. L'appui populaire à la CAQ découle principalement du discours de « changement » martelé par Legault, c'est-à-dire sa volonté présumée de rompre avec les politiques des deux « vieux partis ».

Cet appui populaire ne doit toutefois pas être interprété comme un tournant à droite de la société québécoise. Le vote pour la CAQ repose sur le plus bas taux de participation aux élections provinciales depuis la Deuxième Guerre mondiale (66,5%). Seules les élections de 2008 présentent un résultat encore plus bas (57,4%) explicable par l'effondrement de l'ADQ<sup>1</sup>. Considérant le taux de participation, environ 25% des personnes inscrites sur la liste électorale ont voté pour la CAQ, ce qui lui permet de dominer complètement le parlement.

La CAQ a récolté tout particulièrement l'appui d'une couche inférieure de capitalistes québécois. Cette couche est composée pour l'essentiel d'entrepreneurs francophones basés hors de Montréal. Ces derniers subissent les contrecoups de la mondialisation économique et sont hostiles aux revendications des salarié·e·s. Le métier des élu·e·s de la CAQ reflètent cet appui. Ce sont principalement des gens d'affaires, des gestionnaires et des personnes de professions libérales. Comme les autres avant lui, le « gouvernement de patrons » caquiste déroulera le tapis rouge au grand Capital, même au détriment des intérêts de cette base petite-bourgeoise. Le conseil des ministres compte d'ailleurs trois anciens gestionnaires de banques ainsi que des ex-lobbyistes pro-hydrocarbures.

Le lendemain des élections, Legault a immédiatement manifesté sa volonté d'interdire le port de signes religieux aux employé·e·s de l'État en position d'autorité ainsi qu'aux enseignant·e·s. Ce projet hypocrite ne tient pas compte des symboles religieux catholiques. Il vise principalement les femmes musulmanes portant le voile. Désormais une priorité du gouvernement, ce projet de laïcité de l'État à deux vitesses n'a pas été abordé durant la campagne électorale.

Legault défendait alors une baisse des quotas d'immigration de 50 000 à 40 000 personnes dès 2019. Ces politiques de division xénophobes servent à masquer ce que défend réellement la CAQ: le fédéralisme canadien et les intérêts des compagnies privées. Malgré son discours, la CAQ risque de diluer son projet de baisse des quotas d'immigration, considérant la pénurie

1 Après être devenue le parti de l'opposition officielle en 2007, l'Action démocratique du Québec (ADQ) de Mario Dumont s'est effondrée. Lors des élections de 2008, une partie de l'électorat adéquiste a préféré s'abstenir plutôt que de voter pour le PQ ou QS.

de main-d'œuvre et l'opposition au projet des villes de Québec, de Montréal ainsi que de la Chambre de commerce de Montréal.

La faible légitimité du programme politique de la CAQ n'empêchera toutefois pas Legault d'aller de l'avant dans son agenda de division sociale et d'austérité budgétaire. Il n'hésitera pas à utiliser sa position de force pour prétendre « avoir été élu pour ça ». Cet appui politique instable pourrait rapidement changer selon les circonstances. L'éventualité d'une récession mondiale à court terme doublée de la faible légitimité politique de la CAQ laisse entrevoir une accélération de la lutte des classes. De nouvelles couches de personnes seront précipitées dans la lutte, comme l'a démontré la manifestation contre le racisme et la CAQ ayant regroupé 5 000 personnes à Montréal le 7 octobre 2018.

Ce premier mandat de la CAQ sera déterminant pour que ce parti soit reconnu comme le nouveau véhicule politique de la bourgeoisie québécoise. Ce mandat sera plus facile à réaliser que celui d'améliorer les conditions de vie de sa base populaire. Face à la casse sociale qui s'en vient, de nombreuses personnes pourraient en revenir à appuyer le PLQ ou le PQ, dont l'agenda serait jugé plus modéré. Dans le cas où la polarisation politique s'exacerberait, la CAQ consoliderait une partie de ses appuis populaires, tandis qu'une autre passerait à QS.

## **QS, seule opposition à l'austérité**

La polarisation politique qui a porté la CAQ au pouvoir s'est aussi exprimée par l'essor des appuis à QS. Ce parti a vu son taux de vote plus que doubler depuis les dernières élections, le faisant passer de 3 à 10 député·e·s. L'appui à QS a augmenté dans toutes les circonscriptions du Québec, en particulier dans les villes. Deux députées ont été élues en région et deux autres dans la ville de Québec, au cœur du château fort caquiste. QS s'est hissé en 2<sup>e</sup> position dans 14 circonscriptions, dont dans l'Assomption, celle de François Legault. Ces résultats confirment ceux obtenus lors du pointage téléphonique des solidaires: plusieurs personnes ont hésité entre voter pour la CAQ ou QS.

L'essor de QS constitue la plus importante percée de la gauche politique au Québec depuis les 20 dernières années. Le long et patient travail des militant·e·s du RAP, de l'UFP et OC a porté ses premiers fruits: l'enthousiasme débordant de milliers de personnes, surtout des jeunes, durant la campagne de QS. Beaucoup de chemin a été parcouru depuis que Michel s'est présenté contre Lucien Bouchard en 1998! C'est près de 20 ans d'un travail militant patient pour construire une alternative de gauche et indépendantiste au Québec.

QS est sorti de la marginalité, notamment grâce à une vigoureuse campagne de relations publiques menée par ses deux charismatiques porte-paroles, Manon Massé et Gabriel Nadeau-Dubois. Les tournées, l'utilisation des médias sociaux, les revendications concrètes du parti ainsi que les visites de piquets de grève et de lock-out ont eu un impact, en particulier parmi la jeunesse et les femmes. Les porte-paroles ont toutefois évité d'avoir un discours de classe ou des pratiques trop polarisantes. Cela explique en partie le vote massif des travailleurs et des travailleuses pour la CAQ.

En tant que formation large de gauche, QS est traversée de contradictions, ce qui rend sa pratique politique ambiguë. QS n'est ni un parti de la petite-bourgeoisie ni un parti de la classe travailleuse. Ces contradictions se dévoilent à plusieurs niveaux. Les revendications de classe - comme les nationalisations, l'indépendance nationale ou encore le Plan de transition économique et écologique - sont restreintes au cadre capitaliste. La rupture avec le capitalisme n'est ainsi pas posée, malgré la perspective précaire et inapplicable à long terme de la grande majorité des réformes proposées par QS. La lutte des classes au sein de QS se constate également en observant la liberté politique croissante dont fait preuve l'aile parlementaire par rapport aux décisions du parti. Ses privilèges nouvellement acquis (ex. salaire) l'éloignent de plus en plus des conditions de vie de la majorité.

Malgré les limites de l'approche réformiste de QS, l'action du parti renferme un potentiel énorme pour élever la conscience politique de larges couches de la population. QS ne sera pas capable de gagner des batailles en se basant uniquement sur sa position de voix morale anti-austérité au parlement. Il lui faudra mobiliser les travailleurs et les travailleuses à l'extérieur du parlement, sur la base des revendications de son programme politique.

## **Utiliser le programme de QS**

C'est précisément pour cette raison que la bourgeoisie a peur de QS. Les pressions de la population peuvent pousser ce parti à refuser l'agenda capitaliste de l'élite. Toutefois, et en dépit de ce potentiel, les partis de gauche à travers le monde ont plutôt canalisé la colère des travailleurs et des travailleuses sur le plan institutionnel seulement. À défaut de donner une expression de classe aux mouvements de lutte et de baser leur action sur un programme socialiste, les partis de gauche restreignent les luttes au cadre capitaliste et à ses institutions. La trahison de SYRIZA met en évidence l'échec de cette stratégie.

Pour défaire le gouvernement Legault et contrer ses attaques, l'organisation de mouvements de masse à l'image de ceux de 2012 sera nécessaire. C'est l'action militante de masse, prête à la désobéissance civile, qui a été en mesure d'infléchir le rapport de force et de contraindre le gouvernement libéral majoritaire d'alors à précipiter des élections générales.

La récession mondiale qui s'annonce durant la prochaine période aura un effet sur la conscience politique de milliers de personnes. QS peut en tirer profit en développant une alternative politique pour la classe travailleuse. Sinon, la CAQ aura tout le loisir de présenter son projet de division sociale comme le meilleur moyen de répondre aux besoins de la majorité blanche catholique.

## **Dépasser le programme de QS**

Pour remporter des victoires durables, les mouvements de lutte devront toutefois aller au-delà des limites de ceux de 2012. La proposition positive de société alternative, d'une société québécoise socialiste, devra s'élaborer au sein des organisations de travailleurs et de travailleuses. Durant les années 70, les centrales syndicales ont réussi à mobiliser des centaines de

milliers de personnes, partout au Québec, autour d'un projet de Québec socialiste et indépendant. Cette approche demeure pertinente aujourd'hui.

Bien que QS ne soit pas un parti de la classe travailleuse proprement dit, son développement constitue une étape dans la construction d'un tel parti. Le mouvement syndical occupe une place fondamentale dans l'organisation d'un rapport de force en faveur de cette classe.

### **Bras de fer avec les directions syndicales pro-PQ**

Fidèles à leurs habitudes des dernières décennies, les directions des centrales syndicales ont eu recours à la stratégie de la non-partisanerie durant les dernières élections. Cette stratégie du « vote stratégique » pour « le moins pire » revient à appuyer implicitement le PQ. Sans condamner ou opter pour un parti, les directions ont déployé différents outils d'information pour leurs membres.

Une coalition de six syndicats affiliés à la FTQ a organisé la campagne d'affichage ciblé « C'est du pareil au même ... On mérite mieux » afin de contrer le vote pour la CAQ ou le PLQ. La campagne d'affichage n'a toutefois pas été élaborée avec la participation des membres de la base. De plus, elle n'a pas servi à organiser des discussions politiques entre les membres sur la nature de leurs intérêts par rapport à ceux défendus par les différents partis. De telles discussions auraient permis de déboulonner les faux espoirs placés dans la CAQ ainsi que de démasquer la trahison systématique du PQ envers les syndiqué·e·s.

Les directions syndicales ont été incapables d'agir sur le phénomène de polarisation politique ayant affecté les syndiqué·e·s du Québec. Cette situation s'explique notamment par l'appui indéfectible d'une partie des dirigeant·e·s syndicaux au PQ. Cette tendance constitue le principal frein au projet de construction d'un nouveau parti de classe des travailleurs et des travailleuses.

La CAQ tiendra la ligne dure contre les syndicats. Cette nouvelle période pourrait ouvrir la voie à une exacerbation des antagonismes de classe et à la radicalisation politique des syndiqué·e·s de la base. Leur organisation politique pour une réappropriation du contrôle de leurs syndicats contre la vieille garde péquiste est essentielle pour remettre à l'ordre du jour la construction d'un véhicule politique autonome de la classe travailleuse.



## **Pour un mouvement syndical uni, démocratique et combatif!**

Contrairement à la décennie précédente, le mouvement syndical est la plus importante force de masse qui résiste, tant bien que mal, aux assauts de la classe capitaliste. Il est, de loin, la plus grande force progressiste organisée au Québec.

Le taux de syndicalisation est de 38,6% (1 406 800 personnes), le taux le plus élevé en Amérique du Nord (Canada : 30 %, États-Unis : 10 %). Le taux de syndicalisation est stable dans le secteur public, mais décline constamment depuis plusieurs années dans le secteur privé. Cela s'explique en grande partie par l'évolution structurelle du système capitaliste où plusieurs bons emplois syndiqués du secteur primaire et secondaire ont été perdus ou délocalisés.

Ce haut taux de syndicalisation cache toutefois une fragmentation unique au Canada. Plutôt que de compter une grande centrale syndicale regroupant toutes les personnes syndiquées de la province, le Québec dénombre 4 centrales (FTQ, CSN, CSQ, CSD) ainsi que plusieurs fédérations et syndicats indépendants (ex. FIQ, APTS, SFPQ). L'unité du mouvement syndical s'en trouve ainsi plus difficile à organiser.

Par ailleurs, le haut taux de syndicalisation ne reflète pas nécessairement le niveau de conscience politique présent dans les syndicats, en particulier dans ceux qui sont peu combatifs. Bien qu'il y ait une grande proportion des travailleurs et de travailleuses syndiqué·e·s, le niveau de conscience de classe n'est pas nécessairement en phase. La judiciarisation et l'individualisation des conflits de travail font en sorte que les syndiqué·e·s voient le syndicat davantage comme un service qu'une organisation de lutte.

### **Croissance de l'emploi... précaire**

Depuis 2011, l'emploi a progressé au Québec. Le taux de chômage officiel de 6,2 % est le plus bas depuis 1976. La création d'emplois provient principalement du commerce au détail et de la restauration, emplois généralement précaires et difficiles à syndiquer. Cette croissance de l'emploi, comme dans de nombreux pays, est basée sur le passage d'emplois syndiqués à des *McJobs* précaires. La croissance future dépend des dépenses publiques (à la fois au Québec et au Canada) et de l'économie américaine.

### **Le potentiel du Front commun de 2015**

Lors des négociations du Front commun du secteur public de 2015, plusieurs ont vu la possibilité, comme pendant la grève étudiante de 2012, d'arrêter le saccage des services publics. En 2014, une vaste campagne d'éducation politique et d'actions s'organise sous la bannière Refusons l'austérité. Sur une plate-forme politique progressiste (ex. lutte à l'évasion fiscale, sauvegarde du système public), cette campagne fédère l'ensemble des organisations populaires. À l'appel du SECHUM-CSN, une journée de perturbation économique est organisée le 1er mai 2015. Néanmoins, la

direction du Front commun n'établit pas de liens entre ses revendications et la lutte contre l'austérité dans son Argumentaire.

Les journées de grève de l'automne 2015 sont massivement suivies, du jamais vu depuis plus d'une décennie. Lors des actions du Front commun 2003-04, le mouvement syndical a ralenti la « réingénierie » de l'État du gouvernement Charest, en particulier lors de la journée d'action nationale qui a bloqué certains centres névralgiques de l'économie québécoise (ex. Port de Montréal, autoroutes, Casino de Montréal).

Les directions syndicales, particulièrement son aile la moins combative (APTS, CSQ, FIQ), n'apprécient pas la perte de contrôle qui accompagne cette lutte politique. Plus la mobilisation s'accroît et plus l'appui de la population augmente, plus le discours des directions syndicales passe de la nécessité de sauver les services publics à la simple signature d'une « bonne » convention collective qui évacue toutes les préoccupations politiques du mouvement. La direction du Front commun répète durant toute la durée des négociations vouloir en arriver à une entente négociée et conclue. En d'autres termes, il s'agit d'éviter une loi spéciale ou un décret.

### **Des occasions ratées**

Ce « pattern » de dépolitisation a été appliqué à tous les conflits d'envergure durant la dernière période. La lutte des employé·e·s municipaux contre le vol de leur régime de retraite ou encore les grèves dans la construction, les CPE, les CHSLD et le secteur ambulancier auraient toutes pu être l'étincelle d'une mobilisation politique générale. Toutes ces luttes nationales auraient eu le potentiel de devenir un tremplin pour renverser le gouvernement libéral et les politiques d'austérité. Plutôt que d'entrer en confrontation directe avec le gouvernement, les directions syndicales ont toutes préféré négocier avec lui « de bonne foi » et séparément.

La stratégie des directions syndicales consiste à négocier en position de faiblesse, c'est-à-dire en se conformant aux lois restrictives encadrant le droit de grève afin d'éviter à tout prix les lois spéciales. Depuis des décennies, les directions syndicales récoltent des ententes qui les rendent responsables de la dégradation lente des conditions de travail de leurs membres. Cette approche défensive inefficace et démobilisante nourrit un cynisme important dans le mouvement ouvrier.

### **Nationalisons pour sauver l'emploi**

Cette attitude de soumission aux intérêts des capitalistes s'observe également lors de fermetures d'entreprises privées. Les directions appellent chaque fois au bon vouloir des gouvernements bourgeois à financer publiquement une multinationale en péril, même si ce même gouvernement a ratifié les ententes qui permettent à ces mêmes entreprises de délocaliser et de fermer leurs installations. Il est plus que temps de cesser de quémander et de revenir à un discours de classe cohérent. Il faut réclamer la nationalisation sous contrôle démocratique des entreprises en cours de fermeture ainsi que l'abolition du secret commercial et l'ouverture des livres.

## **L'échec des campagnes syndicales nationales pour le 15\$/h minimum**

L'incapacité du plus important mouvement syndical en Amérique du Nord à gagner la lutte pour un salaire minimum national à 15 \$/h est symptomatique de l'approche déficiente des directions des centrales. Cette approche est axée sur les démarches institutionnelles et délaisse l'action de terrain. L'organisation d'une base militante active, parfois couplée à une lutte pour le pouvoir politique de la classe travailleuse, est pourtant ce qui a permis aux mouvements pour le 15\$/h de faire des gains dans plus d'une quarantaine de villes, d'États et de provinces des États-Unis et du Canada.

Dès 2015, les principaux acteurs de la lutte pour le 15\$/h au Québec sont le Centre des travailleur·euses immigrant·e·s, le Syndicat des employé·e·s du Vieux-Port de Montréal (SEVPM-AFPC), le Syndicat des travailleuses et travailleurs d'Indigo de Québec (STTIQ-CSN) et Alternative socialiste. Avec l'aide du comité intersyndical de QS, ces acteurs, spécialement ceux du Vieux-Port, ont récolté plus de 22 000 signatures pour la pétition d'AS sur le 15\$/h minimum et indexé. Cette pétition a été déposée à l'Assemblée nationale en 2016 par Manon Massé de QS.

Du côté des centrales syndicales, une campagne de relations publiques est lancée en 2016 par la FTQ (Minimum15). Une autre est lancée à contrecœur par le Collectif pour un Québec sans pauvreté (5-10-15) pour le compte de la CSN et de la CSQ un peu plus tard dans l'année. Or, seuls quelques comités syndicaux animés par des jeunes s'activent réellement sur le terrain. Le sommet de la mobilisation syndicale est atteint lors d'une manifestation qui rassemble plusieurs milliers de personnes, dont de nombreux salarié·e·s syndicaux, à Montréal le 15 octobre 2016.

Depuis, l'enjeu du 15\$/h est incontournable tous les 1<sup>er</sup> mai et se retrouve fréquemment dans la sphère publique. Quelques syndicats locaux affiliés à la FTQ, dont plusieurs regroupant des employé·e·s de résidences pour personnes âgées, remportent des victoires. Les centrales syndicales et certains organismes communautaires commencent à délaissé l'enjeu lorsque le gouvernement libéral annonce une hausse du salaire minimum de 0,75\$ en 2017 et en 2018.

L'élection de Projet Montréal en novembre 2017, dont la cheffe promet 15\$/h minimum à tous les employé·e·s et sous-traitants de la ville de Montréal, sert d'excuse à d'autres pour crier victoire. La lutte pour le 15, qui devait être un enjeu électoral pour les centrales syndicales et QS, est finalement mise de côté lors des élections d'octobre 2018. Au début 2019, le salaire minimum est de 12\$/h et ni l'administration de Montréal ni les syndicats de la ville n'ont encore levé le petit doigt pour l'élever à 15\$/h minimum.

Malgré les discours de solidarité avec les salarié·e·s gagnant moins de 15\$/h, les centrales syndicales se montrent incapables de mobiliser un mouvement social autour de la défense des intérêts de cette couche qui représente 21% de la population salariée du Québec. Les centrales échouent même à mobiliser leurs propres bas salarié·e·s. Cette incapacité à construire un mouvement démocratique de masse implanté localement

témoigne de la crise de direction importante que connaît le mouvement ouvrier québécois.

Pour les membres d'AS, une campagne comme 15plus.org qui revendique une demande minimale sert à faire le lien entre la nécessité d'organiser des luttes locales sur des enjeux concrets et la nécessité de rompre avec un système incapable de garantir un salaire décent au quart de la population. En identifiant les opposant·e·s à cette lutte, nous sommes en mesure d'identifier nos ennemi·e·s de classe, leurs institutions et leurs partis, afin de poser la nécessité d'organiser notre propre véhicule politique uniquement commis aux intérêts de la classe travailleuse.

### **Pour un syndicalisme de classe**

Les directions syndicales préfèrent rafistoler au minimum un bateau qui coule plutôt que de se préparer sérieusement à changer de barque, à changer de système. L'approche de collaboration de classe a été désastreuse pour les mouvements syndicaux américain et britannique, elle l'est tout autant pour la classe ouvrière québécoise.

Pour combattre cette tendance à la capitulation, il faut revenir à un syndicalisme de lutte de classe dans nos discours et nos actions. Il faut cesser les guerres fratricides absurdes (comme le maraudage) afin d'organiser les luttes le plus largement possible, sans distinction d'affiliation, et promouvoir l'unité d'action intersyndicale à la base. Nous pourrions nous réapproprier notre mouvement par l'utilisation militante des mécanismes démocratiques existants et l'élargissement de ceux-ci.

Pour gagner et éviter d'être piégés par nos directions respectives, nous devons être solidement organisés localement. Un moyen d'y parvenir est la création de comités d'actions intersyndicaux et d'assemblées intersyndicales d'organisation.

### **Pour un parti de la classe travailleuse**

L'approche de lobbyisme auprès des partis capitalistes - telle que prônée par les directions des centrales syndicales - est désastreuse pour la classe travailleuse. La partisanerie et la non-partisanerie péquistes le sont tout autant. Les syndicats, avec leurs ressources et leur capacité de mobilisation, ont le potentiel de non seulement arrêter l'austérité, mais de renverser les plans des capitalistes et de poser les bases d'une société socialiste. Or, le mouvement ouvrier organisé a besoin d'un véhicule politique pour y parvenir.

Des candidatures autonomes du mouvement syndical sont envisageables, notamment aux niveaux municipal et fédéral, compte tenu du développement actuel de la conscience politique d'une couche de militant·e·s syndicaux. Au niveau provincial, le mouvement syndical a avantage à faire front uni avec QS afin de construire des mouvements de lutte de masse. Cette approche est nécessaire pour construire les fondations d'un parti des travailleurs et des travailleuses enraciné dans les masses et basé sur un programme socialiste.

## **Pour un mouvement étudiant uni, démocratique et socialiste!**

Avec la campagne grandissante pour la rémunération de tous les stages, le mouvement étudiant québécois connaît sa plus grande activité depuis le printemps 2015. Toutefois, pour éviter de se buter aux mêmes écueils, il convient de dresser un bilan de l'action étudiante des dernières années. C'est en s'inspirant de ses réussites et en tirant les leçons de ses échecs que nous pourrions élaborer les meilleures perspectives de combat et gagner nos luttes.

À l'image du syndicalisme, le mouvement étudiant traverse une crise politique après la chute du bloc soviétique et le triomphe du néolibéralisme. Au tournant des années 90, des jeunes du Parti québécois (PQ) créent la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Ces fédérations adoptent une approche de concertation et de collaboration avec le patronat, les centrales syndicales et les gouvernements néolibéraux.

En 1994, les deux fédérations sont les seules organisations étudiantes nationales au Québec. Elles ne favorisent pas la démocratie directe en leur sein et utilisent uniquement le lobbying pour représenter le mouvement étudiant auprès du gouvernement péquiste.

### **Refondation d'un mouvement étudiant combatif et démocratique**

En 1995, le paiement des transferts fédéraux pour l'éducation post-secondaire est arrêté. La lutte contre cette réforme donne naissance au Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE). Le MDE conteste l'hégémonie des fédérations étudiantes et revendique notamment la gratuité scolaire. Il oppose son approche de mobilisation de masse à celle de lobbyisme et de concertation des fédérations.

Le MDE rassemble entre 12 000 et 25 000 membres issues d'une demi-douzaine d'associations étudiantes. Les comités locaux étudiants ainsi que les individus peuvent aussi être membres du MDE. Cette ouverture permet à des éléments d'extrême gauche non étudiants de noyauter la direction du MDE.

### **Grève de 1996**

En 1996, la ministre péquiste de l'Éducation, Pauline Marois, laisse planer la menace d'un dégel des frais de scolarité et de compressions en éducation dès l'automne. Le MDE lance un appel à une grève générale illimitée (GGI) devant débiter lors du Sommet socio-économique de la fin octobre. Une trentaine d'associations étudiantes de cégeps débrayent jusqu'à cinq semaines.

La FECQ et la FEUQ, qui s'opposent aux actions de grève, sont dépassées par le mouvement. Elles claquent la porte du Sommet - auquel elles étaient les seules conviées - et tentent de reprendre la direction du mouvement étudiant. Seules interlocutrices étudiantes accréditées par la ministre, les fédérations négocient une sortie de crise sans le MDE. Lors d'un point de

presse avec la FEUQ, la ministre déclare le maintien du gel. Du même souffle, elle annonce une série de compressions et de privatisations en éducation, dont la taxe à l'échec.

Le MDE contribue à la mise sur pied d'une campagne de boycottage de la taxe à l'échec. À l'automne 1999, le MDE tente un nouveau mouvement de grève générale pour une meilleure accessibilité en éducation. La mobilisation est un échec.

L'année suivante, la FECQ et la FEUQ donnent leur aval aux politiques universitaires néolibérales du gouvernement lors du Sommet du Québec et de la jeunesse. Le MDE, non invité aux discussions, boycotte ce Sommet et manifeste à l'extérieur.

À l'automne 2000, le MDE se liquide. Les luttes politiques internes déchirent sa direction qui s'écroule, endettée.

### **Création de l'ASSÉ**

Néanmoins, le mouvement de boycottage contre la taxe à l'échec et la mobilisation contre le Sommet des Amériques donne naissance à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) en 2001. L'ASSÉ cherche à dépasser les limites organisationnelles du MDE, tout en conservant son héritage de mobilisation et de démocratie. Le membership individuel n'est plus admis. L'ASSÉ organise désormais le mouvement étudiant à un niveau national sous l'étiquette d'un syndicalisme étudiant de combat. Elle regroupe presque autant d'associations que le MDE avant elle. La taxe à l'échec est abolie la même année.

### **Grève de 2003**

En 2003, les libéraux de Jean Charest l'emportent sur les péquistes de Bernard Landry. L'ASSÉ lance un mot d'ordre de GGI contre la hausse des frais au niveau collégial. L'échec de la mobilisation permet aux militant·e·s de constater l'ampleur du travail que nécessite l'organisation d'une telle grève.

### **Grève de 2005**

Au printemps 2004, les libéraux annoncent que les bourses étudiantes seront réduites 103M\$ et que ce montant sera reconverti en prêts. Au début 2005, l'ASSÉ entame un mouvement de GGI contre ces coupures dans le régime d'aide financière aux études. Les fédérations opposent leur approche de lobbyisme à celle de la grève. L'ASSÉ élargit alors ses structures pour favoriser la plus grande mobilisation possible. Sa coalition large, la CASSÉÉ, regroupe 47 000 étudiant·e·s contre les coupures dans une perspective de gratuité scolaire.

En mars, 70 000 étudiant·e·s sont en grève. Dépassées par le mouvement qui touche aussi leurs associations, la FECQ et la FEUQ finissent par appeler à la grève. Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier décide alors d'exclure la CASSÉÉ, jugée « violente », de la table de négociation. Le 16 mars, alors que 170 000 étudiant·e·s sont en grève, près de cent mille participent à une marche appelée par les trois organisations nationales.

Au terme de négociations secrètes au début avril, la FECQ et la FEUQ signent une entente à rabais avec le gouvernement. La FEUQ recommande cette entente à ses associations, tandis que la FECQ et l'ASSÉ la soumettent en assemblées générales. Plus de 110 000 étudiant·e·s la rejettent. Toutefois, la majorité des associations étudiantes décident de cesser la grève dans l'esprit de repli stratégique mis de l'avant par la direction de l'ASSÉ. Cette grève - qui a duré 7 semaines pour certaines associations - est alors la plus longue de l'histoire du mouvement étudiant québécois.

## **Grève de 2007**

Réélu en mars 2007, le Parti libéral hausse les frais de scolarité. L'ASSÉ, qui compte désormais 40 000 membres, tente seule une GGI de quelques semaines. Elle échoue à mobiliser sa base et la hausse est confirmée.

## **Grève de 2012**

En 2011, le gouvernement libéral de Jean Charest annonce une augmentation des frais de scolarité universitaires de 1 625\$ sur 5 ans. Après avoir effectué une campagne d'information partout au Québec, l'ASSÉ déclenche un mouvement de GGI en février 2012 contre la hausse, dans une perspective de gratuité scolaire.

L'ASSÉ élargit de nouveau ses structures. La CLASSE réussit à coaliser 102 000 membres. Son agenda militant fait adhérer de nouvelles associations aux dépens de la FECQ et de la FEUQ.

La Coalition large de l'ASSÉ coordonne la grève au niveau national avec la FECQ et la FEUQ. En mars, plus de 300 000 étudiant·e·s sont en grève sur un total d'environ 400 000. Pendant 8 mois, des manifestations de centaines de milliers de personnes et d'innombrables actions font de cette grève la plus longue et la plus imposante de l'histoire du Canada. En référence au Printemps arabe, le mouvement est surnommé Printemps érable. Ce mouvement aura une influence politique déterminante pour toute une génération de militant·e·s.

Perdant le contrôle de la situation, le gouvernement adopte en mai une loi restreignant le droit de manifester et de rassemblement. Une répression policière brutale s'abat sur le mouvement de contestation à travers tout le Québec. Au terme du conflit, 3 509 personnes ont été arrêtées. Environ 1 400 n'auront aucune accusation portée contre elles. Le service de police de la ville de Montréal signale que « jamais un corps policier au Québec, voire au Canada ou aux États-Unis, ne fut confronté, quotidiennement, à un mouvement social d'une telle intensité. »

La répression, qui vise également l'activité syndicale, polarise la situation. Le mouvement de contestation s'étend alors à toute la population. Le gouvernement Charest est forcé de tenir des élections générales anticipées en septembre. Non seulement les libéraux perdent les élections, mais son chef n'est même pas réélu dans sa propre circonscription.

Durant l'été, les membres de l'ASSÉ élisent une nouvelle direction. Plutôt que d'appuyer Québec solidaire (QS) - le seul parti qui défend toutes les revendications des étudiant·e·s - cette direction fait la promotion du

boycottage des élections et de la poursuite de la grève, malgré l'essoufflement. Cette stratégie isole le secteur le plus combatif du mouvement étudiant et laisse tout l'espace politique au PQ de Pauline Marois. Les jeunes votent massivement pour le PQ, qui présente la présidente de la FEUQ et le président de la FECQ sous sa bannière. Ce dernier est élu. Sitôt élu, le PQ annule la hausse des frais de scolarité, mais les indexe par la suite.

## **Fragmentation du mouvement étudiant**

Après la grève, les fédérations étudiantes traversent une période de crise. La FECQ connaît une vague de désaffiliation dès 2012. Des associations universitaires désaffilient la FEUQ à partir de 2013.

Cette dernière se dissout en février 2015. Deux fédérations étudiantes universitaires émergent: l'Union Étudiante du Québec (UEQ) et l'Association pour la Voix Étudiante du Québec (AVEQ). Si plusieurs référendums d'affiliation à l'UEQ ont lieu, la plupart se soldent par une victoire du non. Comme la FEUQ avant elles, ces fédérations sont proches du PQ et du Bloc québécois. Peu militantes, ces fédérations étudiantes misent sur le lobbyisme et la concertation avec les gouvernements.

## **Déclin de l'ASSÉ et décentralisation**

Après 2012, l'ASSÉ décline lentement. Sa direction traverse une crise politique et organisationnelle qui désoriente son action. Au printemps 2015, un mouvement de grève se forme en réaction aux coupures dans les services publics effectuées par le nouveau gouvernement libéral de Philippe Couillard.

L'ASSÉ perd l'initiative du mouvement au profit des comités Printemps 2015 (P15), un réseau décentralisé des militant·e·s principalement basé dans les cégeps et universités de Montréal. Les dirigeant·e·s informel·le·s de P15 sont en conflit ouvert et en compétition avec la direction nationale de l'ASSÉ.

Plutôt que de mener une campagne sur des enjeux étudiants concrets, les comités P15 proposent une lutte abstraite contre « l'austérité et les hydrocarbures ». P15 souhaite être la bougie d'allumage d'une « grève sociale », censée enflammer l'ensemble de la société. Son horizon stratégique est celui d'une grève qui doit s'étirer jusqu'à la chute du capitalisme.

Plusieurs associations étudiantes « sous-traitent » aux comités P15 le travail de mobilisation et d'information de leurs membres. À son paroxysme, le mouvement étudiant de 2015 regroupe 60 000 étudiant·e·s en grève pendant trois semaines. Appelée par l'ASSÉ, une manifestation nationale rassemble 135 000 personnes le 2 avril.

Le mouvement tombe immédiatement après. D'un côté, la direction de l'ASSÉ est politiquement faible et veut suspendre la grève pour la reprendre à l'automne. De l'autre, le discours radical abstrait, les pratiques démocratiques affinitaires (représentation non élue et non redevable aux assemblées générales étudiantes) ainsi que la structure décentralisée des comités P15 ne favorisent pas la participation des étudiant·e·s aux

décisions et aux actions. Ces pratiques nuisent à leur légitimité auprès de la base étudiante et de la population en général.

Le mouvement étudiant de 2015 est incapable d'établir des liens de solidarité réels avec le mouvement syndical et ne réussit pas à mobiliser des alliés hors des établissements scolaires. Il échoue à établir un rapport de force avec le gouvernement.

Le soulèvement spontané d'une « grève sociale » tant espérée ne se produit pas. Les éléments les plus radicaux se retrouvent isolés et face à une répression, notamment à l'UQAM. Cet échec accélère la dynamique de repli des éléments de P15.

Lors du congrès de l'ASSÉ en avril 2015, la tendance décentralisatrice issue de P15 réussit à faire destituer tous les membres de l'exécutif national. L'absence prolongée d'une direction à l'ASSÉ entraîne une déstructuration interne grave. Des luttes de tendances suivent et mènent à plusieurs suspensions et désaffiliations d'associations étudiantes.

### **Campagnes contre les violences sexuelles**

À partir de 2014, des cas d'agressions sexuelles dans des universités poussent les étudiant·e·s à s'organiser. La campagne de sensibilisation sur le consentement sexuel menée par l'Université de Montréal, son Bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH) et la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) favorise la convergence des forces sur le sujet. Au printemps 2016, 16 établissements universitaires et 19 associations étudiantes locales lance la campagne Sans oui, c'est non.

En octobre 2016, un étudiant de l'Université Laval agresse sexuellement plusieurs femmes dans une résidence étudiante. Deux jours plus tard, des centaines de personnes se rassemblent devant la résidence en solidarité avec les victimes. Cet événement propulse les initiatives contre les violences sexuelles.

De nombreux comités femmes autonomes se forment sur les campus pour dénoncer le sexisme, la culture du viol et les agressions à caractère sexuel dans les milieux d'enseignement. Durant l'année 2017, celle du mouvement de dénonciations #MeToo, les fédérations étudiantes nationales ainsi que les associations de l'université et du cégep de Sherbrooke mettent sur pied des campagnes contre les violences à caractère sexuel. Un projet de loi déposé en décembre oblige les établissements post-secondaires à se doter d'un plan de lutte contre les agressions sexuelles.

À partir de 2016, c'est la revendication pour la rémunération des stages, position adoptée par la FECQ et l'ASSÉ, qui commence à mobiliser les étudiant·e·s. Face à l'inaction des associations nationales sur cet enjeu, la campagne s'organise hors de leurs structures.

### **Lutte pour la rémunération des stages**

À l'automne 2016, des éléments critiques de l'ASSÉ font désaffilier leur association étudiante au cégep Marie-Victorin. Ces personnes mettent ensuite sur pied le premier Comité unitaire sur le travail étudiant (CUTE).

À l'image de P15, le CUTE est un réseau de comités décentralisés présents sur des campus de cégeps et d'universités. Officiellement, le CUTE n'a pas de membership ni de direction. Ses architectes opposent leur mode de fonctionnement à celui des fédérations et des associations étudiantes locales jugées trop centralistes et bureaucratiques, raison de leur incapacité politique.

Théoriquement ancré dans l'autonomisme italien, le CUTE milite pour la rémunération du travail intellectuel étudiant (salarier étudiant universel). Sa campagne principale dans le milieu étudiant est celle de la rémunération de tous les stages.

Dès le départ, le CUTE souligne que la majorité des stages non rémunérés appartiennent au domaine des services sociaux - où œuvrent principalement des femmes - tandis que ceux qui sont rémunérés se trouvent dans des domaines traditionnellement masculins comme la médecine, l'ingénierie ou l'informatique. Cet angle féministe attire plusieurs femmes qui étudient en travail social, en enseignement et en soins infirmiers. Elles prennent la tête de la campagne.

Le mouvement pour la rémunération des stages est essentiellement féminin. L'approche féministe du CUTE lui permet d'être la seule campagne qui organise et mobilise les nouvelles couches de jeunes femmes radicalisées.

À l'automne 2016, le CUTE joue un rôle dans la grève des stages menée par des étudiantes en psychologie. La grève de 3 mois se solde par le gain d'une compensation pour l'internat. La campagne s'étend dans plusieurs régions du Québec. Le 2 novembre, le CUTE rassemble une centaine de personnes à Montréal pour une manifestation sur la reconnaissance du travail étudiant.

À partir du printemps 2017, l'ASSÉ est au bord de l'implosion. D'une part, l'influence de *l'identity politic* sur les pratiques de l'association empoisonne les débats et paralyse l'action politique de masse. À titre d'exemple, le Comité femmes de l'ASSÉ propose de suspendre 12 associations membres (soit 30% du membership) en raison de leur absentéisme et de leur absence de campagne féministe. D'autre part, certains éléments du CUTE jouent sur le mécontentement des associations de région pour favoriser une rupture d'avec l'ASSÉ. Les militant·e·s du CUTE du cégep de Sherbrooke, également exécutant·e·s de leur association étudiante, proposent à plusieurs reprises la dissolution de l'ASSÉ en congrès.

Pour la première fois à l'appel du CUTE, des associations étudiantes représentant 30 000 étudiants votent une journée de grève pour la rémunération des stages le 16 février. Le CUTE rassemble alors quelques centaines de personnes lors d'une manifestation à Québec.

Les comités régionaux du CUTE s'organisent en région. En novembre 2017, QS fait adopter une motion d'appui aux stagiaires en enseignement à l'Assemblée nationale. Deux autres journées de grève étudiante pour la rémunération des stages sont votées. Celle du 10 novembre compte 20 000 étudiant·e·s en grève et celle du 20 février 2018, 15 000. Un mois plus tard, la ministre de l'Enseignement supérieur annonce une compensation pour le stage final en enseignement.

Le 8 mars, alors que 30 000 étudiant·e·s font grève, la manifestation du CUTE rassemble quelques centaines de personnes, essentiellement de jeunes femmes combattives.

À l'occasion des élections provinciales d'octobre 2018, le CUTE refuse de considérer la lutte politique partisane aux côtés de QS comme une option. Le réseau se coupe volontairement du front parlementaire et profite des élections pour lancer un ultimatum au futur gouvernement.

Suivant cette approche *jusqu'au-boutiste*, le CUTE organise une semaine de grève en novembre comme prélude à une grève générale illimitée en février 2019. Plus d'une trentaine d'associations étudiantes totalisant 58 000 membres vote au minimum une journée de grève le 21 novembre 2018. Près de 2 000 personnes se rassemblent à Montréal et 125 autres à Sherbrooke afin de manifester pour la rémunération de tous les stages. Cet enjeu bénéficie d'une couverture médiatique relativement positive et s'impose comme débat dans la sphère publique.

Depuis 2016, seule la campagne de terrain des CUTE donne une consistance politique massive au mouvement étudiant. L'ASSÉ y joue un rôle de second plan. Cette association en souffre et passe de 80 000 membres à environ 50 000 en 2018. La FECQ, l'UEQ et l'AVEQ, qui représentent respectivement 78 000, 79 000 et 42 000 membres, ne jouent aucun rôle durant les mobilisations de novembre. L'inertie politique et les problèmes financiers de l'AVEQ provoquent la désaffiliation de 2 de ses 3 associations membres en automne 2018.

Plusieurs associations étudiantes sans affiliation nationale se retrouvent isolées en terme politique et organisationnel. Cette décentralisation célébrée par les CUTE joue le jeu des fédérations étudiantes qui retrouvent leur représentativité d'antan.

## Stages et tarification

À l'aube de 2019, la volonté du nouveau gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) de revoir la tarification d'une série de services, notamment de transport en commun, annonce de nouveaux combats pour le mouvement étudiant. Une lutte contre une hausse des frais de scolarité et pour la gratuité scolaire pourrait réémerger. L'opposition actuelle des CUTE à ces revendications risquerait de mettre leur pertinence et leur utilité à rude épreuve. Une telle lutte offrirait la possibilité de reconsolider une association étudiante nationale combattive.

Malgré l'ouverture de façade du nouveau ministre de l'Éducation, la lutte pour la rémunération de tous les stages demeure nécessaire. Le mouvement actuel peut établir un rapport de force économique important avec le gouvernement en coordonnant une grève des stagiaires. Toutefois, si certains programmes universitaires avec stage obligatoire sont déjà mobilisés, de nombreux autres ne le sont pas, notamment dans les cégeps.

La meilleure arme dont dispose le mouvement étudiant est sa capacité à déclencher une grève générale illimitée. Une GGI victorieuse implique toutefois deux conditions : mobiliser les associations étudiantes en faisant vivre leurs structures démocratiques et assurer une collaboration et une concertation nationale des associations afin d'agir simultanément.

Les CUTE sont de formidables comités de mobilisation étudiants. Leurs principes de décentralisation excluent néanmoins toute forme de représentation et de coordination nationale. Le mouvement étudiant devra reconstruire une direction politique nationale légitime, combattive et démocratique afin de surmonter cette contradiction et réaliser des gains d'envergure nationale.

Une grève massive des stagiaires dans l'ensemble du Québec semble donc peu probable à l'hiver. L'absence de coordination nationale de la lutte constitue le principal obstacle à cette mobilisation de masse. Le mouvement actuel est vulnérable à la division et à la logique d'arrangements au cas par cas promu par les fédérations étudiantes.

## Pour un mouvement étudiant socialiste

Seul un mouvement démocratique de grève étudiante, étendu massivement à l'échelle du Québec, soutenu par des organisations syndicales — dont celles des auxiliaires de recherche et d'enseignement — et finalement capable d'utiliser QS comme caisse de résonance à l'Assemblée nationale est en mesure de gagner son bras de fer avec le gouvernement de François Legault.

Le combat pour la rémunération de tous les stages est un jalon important de la lutte contre la précarité et la pauvreté des étudiant·e·s. Il pourrait constituer le premier mouvement de masse capable de porter un coup au gouvernement caquiste.

Le mouvement étudiant doit s'armer d'un programme socialiste s'il veut réellement mettre fin à l'exploitation et à la précarité. Cette lutte doit se mener avec la classe des travailleurs et des travailleuses, la seule force sociale capable de s'emparer du pouvoir politique et de mettre un terme aux inégalités vécues par les étudiant·e·s et l'ensemble de la population.

En plus des stages rémunérés, les étudiant·e·s ont notamment besoin d'un enseignement gratuit, accessible et de qualité. Des luttes massives de l'ensemble des travailleurs, des travailleuses et des étudiant·e·s seront nécessaires pour obtenir un refinancement public massif de l'enseignement et des services publics. La rémunération des stages doit également aller de pair avec le refinancement public du milieu communautaire qui repose notamment sur le travail non rémunéré des stagiaires. Seule une société socialiste, où la classe des travailleurs et des travailleuses a renversé le capitalisme et s'est emparée des principaux leviers politiques et économiques, peut garantir une telle amélioration de nos conditions de vie.

L'animation de comités d'Étudiant·e·s socialistes est un outil essentiel pour défendre un programme socialiste dans la base étudiante ainsi que pour gagner la direction nationale du mouvement étudiant à ce programme.



## La montée des luttes contre le sexisme



De 2008 à 2015, les infractions sexuelles déclarées ont augmenté d'environ 9% au Québec pour s'établir à 5 806 cas en 2015. Le nombre officiel d'agressions sexuelles commises dans un contexte conjugal est en hausse constante depuis 2005, en particulier dans le Nord-du-Québec.

En 2014, des cas d'agressions sexuelles dans des universités poussent des organisations étudiantes et certaines institutions post-secondaires à mettre sur pied des campagnes de sensibilisation sur le consentement sexuel.

En automne 2014, huit femmes de partout au Canada accusent un ex-animateur de radio de la CBC, Jian Ghomeshi, d'agressions sexuelles. Deux journalistes canadiennes lancent le hashtag *#BeenRapedNeverReported* en soutien aux victimes présumées. Le regroupement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) le traduit par *#AgressionNonDénoncée*. Des milliers de femmes racontent leur agression par le biais des hashtags.

En octobre 2015, une crise éclate à Val d'Or suite à la diffusion d'un reportage sur le harcèlement et les agressions sexuelles dont plusieurs femmes et hommes autochtones sont victimes de la part de policiers de la SQ. L'enquête du SPVM ne débouche sur aucune accusation criminelle, mais fait état de « pratiques policières discriminatoires » et « de l'existence d'un racisme systémique au sein des forces de l'ordre à l'égard des Autochtones ». Les CALACS lancent le *#OnVousCroît*, grâce auquel nombre de personnes relayant le mot-clic indiquent clairement qu'elles croient aux récits, aux témoignages, au vécu des victimes. Selon le Service de police de la Ville de Montréal, les plaintes pour agression sexuelle augmentent de 17% entre 2014 et 2015.

En octobre 2016, plus de 500 personnes, dont la porte-parole de QS Manon Massé, se rassemblent devant une résidence de l'Université Laval où un étudiant a agressé sexuellement plusieurs femmes. La ministre libérale de la Condition féminine, Lise Thériault, se déclare alors féministe, ce qu'elle niait être au moment de sa nomination. Lors du rassemblement, Alice Paquette prend la parole pour dénoncer le député libéral Gerry Sklavounos qu'elle accuse de l'avoir agressée. La nouvelle fait grand bruit dans l'espace public. Le député est exclu du caucus du PLQ, mais siège comme indépendant jusqu'à la fin de son mandat.

En janvier 2017, plus de 5 000 personnes, dont une majorité de femmes, se rassemblent à Montréal pour manifester contre l'élection de Trump aux États-Unis et en solidarité avec la Marche des femmes de Washington.

## #MeToo

L'année 2017 est celle de *#MeToo*. Le *#MeToo* a été créé il y a 10 ans par Tarana Burke, une militante afro-féministe. Il refait surface lorsque des actrices d'Hollywood dénoncent les agressions sexuelles et les harcèlements dont elles ont été victimes de la part du magnat du cinéma Harvey Weinstein et d'autres. Une vague de dénonciations se répand comme une traînée de poudre dans le monde. Pratiquement toutes les institutions capitalistes — qu'il s'agisse des médias, des grandes entreprises, des parlements ou encore des organisations caritatives — sont atteintes. Cet afflux, en grande partie par le biais des réseaux sociaux, est une indication à la fois du caractère persistant et omniprésent du harcèlement et des agressions sexuelles, mais aussi d'une élévation dans la conscience politique de nouvelles couches de jeunes pour qui la lutte s'impose.

En octobre, le phénomène *#MeToo* frappe l'élite québécoise de l'industrie du spectacle. Douze plaintes d'inconduites sexuelles sont déposées contre Éric Salvail, l'un des animateurs de télévision les plus en vogue. Il annule subitement son émission quotidienne, laissant en plan une équipe d'une centaine de personnes. Ces dernières intentent un recours collectif de 736 000\$ en salaire impayé.

Quelques jours plus tard, une plainte d'agression sexuelle vise le président du Groupe Juste pour Rire, Gilbert Rozon. Ce dernier, pressenti comme futur maire de Montréal, démissionne de ses fonctions ainsi que de son poste de commissaire aux célébrations du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal. Le Groupe Juste pour Rire, qui emploie une centaine de personnes, est vendu au groupe américain ICM Partners ainsi qu'à un producteur de Toronto. Au total, une trentaine de plaintes visent Rozon, dont un recours collectif regroupant « toutes les personnes agressées ou harcelées sexuellement par Rozon ». Un groupe d'humoristes fondent un nouveau festival d'humour en réaction au scandale.

Au début novembre, le gouvernement Couillard annonce que les entreprises québécoises devront se doter d'une politique pour contrer le harcèlement sexuel au travail d'ici un an. En 2017, le nombre d'agressions sexuelles dénoncées à la police québécoise augmente de 21% pour atteindre 5261 cas.

En janvier 2018, la Marche des femmes rassemble environ 1 000 personnes à Montréal, dont plusieurs délégations syndicales. L'aile libérale du mouvement féministe tente de poursuivre la lutte contre les agressions sexuelles avec le lancement d'une déclaration en ligne, *#EtMaintenant*. La pétition recueille 33 000 noms et n'a plus aucune suite. L'ouverture générale créée par le phénomène *#MeToo* demeure largement non organisée au Québec et se limite à des actions spontanées.

## Radicalisation et *identity politic*

L'hégémonie de l'*identity politic* à la tête du mouvement des femmes freine une approche de classe unitaire. La polarisation politique des dernières années a notamment entraîné deux schismes à la Fédération des femmes du Québec (FFQ), jadis un acteur important du mouvement. La

fuite en avant de la FFQ dans l'*identity politic* - concernant le port du voile et l'agentivité des travailleuses du sexe - constitue l'un des éléments qui l'ont empêché de jouer un rôle actif dans les développements de la dernière période.

L'attention portée dans la société au concept d'intersectionnalité - notamment aux CALACS, à QS, dans les milieux étudiants et dans les grandes centrales syndicales - illustre une certaine radicalisation de couches de la population sur la nécessité de lutter contre les discriminations.

Les marxistes reconnaissent qu'une même personne peut subir plusieurs oppressions interreliées, notamment en fonction de la couleur de sa peau, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son identité de genre ou de sa religion. Notre tâche est de trouver les moyens pour mettre fin à toutes les oppressions. Cela dit, nous devons nous opposer à l'interprétation libérale de l'intersectionnalité, qui développe des outils pour soulager les symptômes des oppressions particulières sans nécessairement s'attaquer à leurs causes. En mettant trop l'emphase sur les expériences personnelles et sur l'idée qu'il faut changer les comportements individuels, nous n'arriverons pas à éliminer les différentes oppressions (individuelles et collectives) que subissent les travailleurs et les travailleuses. Il faut s'attaquer aux structures du pouvoir capitaliste.

Pour illustrer cette triste réalité, pensons à la lanceuse d'alerte Chelsea Manning, dont la lutte antiguerre a été largement ignorée par la communauté LGBTQIA+ étasunienne, en particulier par le National LGBTQ Task Force. Cette association a refusé de prendre position contre les guerres par peur de perdre son financement. En revanche, le groupe *Lesbians and gays support the miners* - qui a vu le jour lors de la grève des mineurs en Grande-Bretagne sous Thatcher - a bien compris que la lutte des gais et lesbiennes est, au fond, la même que celle des mineurs. Une victoire des mineurs en grève aurait été un coup majeur contre Thatcher, les conservateurs et la classe capitaliste en général. Voilà pourquoi nous devons mettre de l'avant, dans nos luttes, les liens qui nous unissent et comment ces luttes rejoignent les femmes travailleuses ainsi que les autres groupes opprimés.

Par exemple, la lutte pour le salaire minimum à 15\$/h est une lutte féministe et antiraciste, puisque beaucoup de femmes et de personnes racisées travaillent au salaire minimum. Il en va de même pour les luttes pour du logement abordable ou des services de santé et d'éducation accessibles, universels et gratuits pour ne nommer que celles-là. Il est essentiel de comprendre que, pour mener une lutte efficace, nous devons éviter de tomber dans les politiques identitaires. Par exemple, le fait que Justin Trudeau participe à la Marche des Fiertés en prenant des *selfies* est hypocrite envers la lutte des LGBTQIA+ lorsque son gouvernement vend des armes au régime misogyne et homophobe de l'Arabie Saoudite. Les Black Panthers l'avaient bien compris: « nous ne combattons pas le racisme avec du racisme. Nous combattons le racisme avec la solidarité. Nous ne combattons pas le capitalisme d'exploitation par un capitalisme noir. Nous combattons le capitalisme avec le socialisme de base ». En tant

que marxistes révolutionnaires, nous ne pouvons qu'adhérer à ce principe dans nos différentes luttes.

## **Contre les violences sexuelles, l'austérité et la guerre**

Nos revendications peuvent donc être articulées sur six grands axes: contre les violences sexistes quotidiennes, contre la précarité et pour des soins de santé adaptés et accessibles, contre les discriminations et contre les guerres impérialistes, pour une vraie émancipation des femmes par le socialisme. Le sexisme quotidien, les campagnes de publicité sexistes qui objectifient le corps des femmes et des filles, etc. doivent être dénoncés et combattus.

Les mesures d'austérité mises en place par une succession de gouvernements néolibéraux nuisent tout particulièrement aux femmes. Les coupes et les attaques que subissent régulièrement les Centres de la petite enfance (CPE) sont un exemple parmi tant d'autres. Bien que le droit à l'avortement soit rarement mis en danger au Québec, l'avortement doit rester accessible. Des quotas imposés par les politiques d'austérité ou l'absence de cliniques sécuritaires dans certaines régions éloignées rendent parfois l'avortement inaccessible. La contraception devient coûteuse et parfois difficile à obtenir pour certaines femmes. Nous devons dénoncer l'instrumentalisation du féminisme dans des luttes racistes et islamophobes.

Refusons que les partis politiques puissent se servir du féminisme pour justifier la mise en place de politiques discriminatoires. Les femmes sont instrumentalisées dans les guerres, le viol étant souvent considéré comme une arme. Bien que nos gouvernements dénoncent publiquement ces actes barbares, ils continuent à encourager les guerres en vendant des armes tout en permettant à leurs amis capitalistes d'engranger des profits dans des paradis fiscaux.

## **En défense d'un féminisme socialiste**

Pour contrer cette tendance, nous devons développer les conditions matérielles nécessaires à l'émancipation des femmes. La classe capitaliste n'a aucun intérêt à payer les femmes décemment et à leur offrir les conditions nécessaires à une réelle émancipation. Tout comme nos camarades Irlandais·e·s, Belges et Espagnol·e·s, nous voulons mettre en place une campagne socialiste féministe avec des revendications pour l'émancipation de la classe ouvrière, en mettant une attention particulière aux oppressions spécifiques, notamment sur le genre, la religion, l'orientation sexuelle ou l'origine ethnique.

Il ne fait aucun doute que l'on verra le développement de nouveaux mouvements pour défendre et étendre les droits des femmes. C'est le résultat inévitable des attentes des femmes et de la propagande pour l'égalité d'une partie de la classe capitaliste, qui s'oppose à la réalité sexiste du capitalisme.

Nous sommes en désaccord avec le féminisme capitaliste parce qu'il n'adopte pas une approche de classe dans la lutte pour la libération des femmes. En termes simples, les femmes de la classe ouvrière ont plus en commun avec les hommes de leur classe qu'avec Margaret Thatcher, Theresa May en Angleterre, Hillary Clinton aux États-Unis ou Sheikh

Hasina Wazed au Bangladesh. Cela ne signifie évidemment pas que seules les femmes de la classe ouvrière sont opprimées. Les femmes de toutes les couches de la société souffrent d'oppression en raison de leur genre, dont la violence domestique et le harcèlement sexuel.

Les marxistes ne suggèrent aucunement que la lutte contre le sexisme doive être reportée sous le prétexte que ce ne serait qu'après le renversement du capitalisme qu'il faudrait s'en occuper. Au contraire, il est vital que tous les aspects de l'oppression des femmes soient combattus dès maintenant, y compris le harcèlement et les abus sexuels.

Bien sûr, le mouvement ouvrier n'est pas à l'abri des comportements sexistes. Il est vital que les marxistes luttent pour que tous ces cas soient traités, dans le cadre d'une campagne de lutte de la classe laborieuse pour l'égalité des femmes. La classe des travailleurs et des travailleuses a le pouvoir potentiel de mettre fin à ce système capitaliste corrompu et sexiste. Mais, cela ne sera possible que sur base d'une lutte unitaire des femmes et des hommes de la classe travailleuse. On ne peut y parvenir en ignorant ou en minimisant le sexisme. Il faut le combattre consciemment.

## Montée de la droite identitaire et de la xénophobie



Durant les dernières années, la polarisation politique de la société québécoise s'est notamment manifestée par l'affirmation ouverte et décomplexée de discours nationalistes identitaires, xénophobes et racistes.

### La Charte des « valeurs québécoises »

Durant son court mandat de 18 mois, le PQ de Pauline Marois passe d'un discours de gauche à celui d'un nationalisme identitaire. Après avoir récolté l'appui populaire du Printemps Érables en 2012, le PQ tente de récupérer l'électorat séduit par les positions culturelles conservatrices de la CAQ. À l'automne 2013, le PQ présente son projet de Charte des « valeurs québécoises » et en fait l'enjeu d'une élection précipitée en avril 2014. Cette Charte propose notamment de prohiber le port de signes religieux ostentatoires par tout le personnel de l'État.

Cette campagne de division vise particulièrement les femmes musulmanes qui portent le voile. Or, à peine 3,5% de la population du Québec est de confession musulmane, dont à peine 40% vont à la mosquée. Pour l'infime partie des femmes qui subissent une pression pour porter le voile, l'interdire ne va qu'augmenter leur isolement.

Le chef de la CAQ, François Legault, appuie le projet de charte, mais émet des réserves. Le chef des libéraux, Philippe Couillard, le dénonce et l'interprète comme une tentative de relancer le projet de séparation du Québec. En septembre, plusieurs milliers de personnes se rassemblent à Montréal et à Québec pour dénoncer la Charte. La semaine suivante, c'est au tour de plusieurs centaines de manifestant·e·s pro-charte à se mobiliser.

### Durcissement de l'État

Même si le PQ perd les élections de 2014, le discours identitaire continue d'alimenter le racisme et la xénophobie, en particulier contre les personnes supposées musulmanes ou arabes. L'attentat de Saint-Jean-sur-Richelieu le 20 octobre 2014, considéré comme la 1<sup>ère</sup> attaque terroriste inspirée par l'islamisme radical au Canada, puis l'attentat d'Ottawa deux jours plus tard, nourrissent le discours de peur et servent d'excuse à l'État pour durcir ses institutions répressives.

Au printemps 2015, une nouvelle loi antiterroriste (C-51) est adoptée à la Chambre des communes. Elle étend et facilite le mandat des services secrets et s'applique à toutes entraves au fonctionnement d'infrastructures essentielles - grèves comprises - au nom de la sécurité nationale. En mars, le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence est

inauguré à Montréal. Ce centre s'intéresse notamment aux groupes anticapitalistes. Le mois suivant, deux jeunes cégépien·ne·s sont accusés d'une série d'infractions terroristes. Le couple passe deux ans et demi en détention avant d'être déclaré non coupable.

### L'arrivée des réfugié·e·s de Syrie

Plus de 7 500 personnes réfugiées syriennes arrivent au Québec entre 2015 et 2016. Les discours racistes prennent alors de l'importance, opposant la situation des plus pauvres aux supposés privilèges octroyés aux réfugié·e·s. Les stations de radio-poubelles de droite de la ville de Québec, qui diffusent des messages réactionnaires et haineux depuis 20 ans, surfent sur cette vague de la xénophobie. Une station embauche même l'auteur de la Charte, le péquiste Bernard Drainville, comme animateur.

Le discours identitaire des élites politiques doublé de la diffamation haineuse des radios-poubelles participent à décomplexer les éléments racistes partout au Québec. Des centaines d'actes haineux sont commis. Selon le porte-parole d'AMAL-Québec, Haroun Bouazzi, la totalité des mosquées du Québec ont été vandalisées au cours des dernières années.

### L'attentat à la grande mosquée de Québec

Plusieurs actes haineux sont commis en 2016 dans la région de Québec. Ils visent la communauté musulmane en général et la grande mosquée de Québec en particulier. Le 29 janvier 2017, un jeune homme fait irruption dans la grande mosquée, tue six personnes et en blesse 19 autres. L'enquête montre que le terroriste d'extrême droite, Alexandre Bissonnette, base ses positions politiques sur celles de suprémacistes blancs américains publiées sur Twitter.

À Montréal et à Québec, des milliers de personnes se mobilisent lors de vigiles pour dénoncer cette attaque. QS propose la tenue d'une commission parlementaire sur le racisme systémique afin d'ouvrir un débat sur les inégalités créées par le système et de considérer l'intégration sur le milieu de travail comme un remède au racisme. Le gouvernement libéral, qui appuie l'idée au début, recule et fini par rejeter le projet, comme le PQ et la CAQ. Le dépôt d'une pétition de 20 000 noms obligera toutefois la ville de Montréal à tenir une consultation publique non décisionnelle sur le racisme systémique.

### La Loi sur la neutralité religieuse

La semaine suivant l'attentat de Québec, le gouvernement libéral dépose le projet de loi 62, précurseur de la Loi sur la neutralité religieuse adoptée en octobre 2017. Cette loi applique certaines dispositions de la Charte péquiste, dont l'interdiction de recevoir des services publics à visage couvert. Les critiques fusent de toute part. Plusieurs actions sont organisées, notamment par QS, pour dénoncer la loi. Une manifestation rassemble des milliers de personnes contre la haine et le racisme à Montréal à la mi-novembre. La Cour supérieure suspend la loi le 1<sup>er</sup> décembre.

## **Manifestations contre les réfugié·e·s d'Haïti**

Pendant l'été et l'automne 2017, des milliers de personnes réfugiées haïtiennes en provenance des États-Unis traversent la frontière après le retrait de leur statut de protection par l'administration Trump. Les groupes d'extrême droite - comme La Meute, les Soldats d'Odin et Atalante Québec - s'affichent alors publiquement. Ils appellent à des manifestations « contre l'immigration illégale » dans des villes canadiennes ainsi qu'à la frontière canadienne. Cette nouvelle stratégie offre aux groupes d'extrême droite un visage public généralement accepté par les médias, du jamais vu depuis des décennies. Les manifestations anti-immigration sont systématiquement accompagnées de contre-manifestations, dont la plupart réussissent à endiguer les éléments racistes par le nombre.

Les groupes d'extrême droite au Québec sont variés et divisés dans leur composition, leurs valeurs, leur radicalité et leur position sur l'indépendance du Québec. Certains groupes sont organisés en milices paramilitaires, comme la brigade des III%, bras armé des Storm Alliance. Lors de la manifestation identitaire du 25 novembre 2017 à Québec, la police fait dos à cette milice armée, préférant poivrer et arrêter une quarantaine de contre-manifestant·e·s.

## **La migration économique, conséquence du capitalisme**

Les capitalistes engendrent le chômage, les catastrophes environnementales, l'oppression sexiste et de genre, le racisme et les guerres en prétextant lutter contre la drogue, le terrorisme ou les « dictatures ». En conséquence, des millions de personnes se voient contraintes de quitter leur pays pour améliorer leur sort ou carrément sauver leur vie. Nous assistons depuis quelques années à un mouvement de réfugié·e·s jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. La vaste majorité (80 %) est déplacé·e·s dans un pays voisin du « Sud » — comme le Liban, la Jordanie, la Turquie, le Pakistan, l'Iran, l'Éthiopie et le Kenya — et une minorité se rend dans les pays du « Nord ».

Les politiques impérialistes canadiennes participent à engendrer ces guerres, ce pillage des ressources naturelles et cette exploitation de la main-d'œuvre. Il ne suffit pas de faire de beaux discours en parlant d'ouverture et de diversité. Il faut lutter pour une société solidaire au niveau international. Une société débarrassée de l'exploitation, des oppressions, des guerres, de la misère et qui construit un avenir pour tous et toutes en harmonie avec les écosystèmes.

## **Unir la classe sur des enjeux concrets**

La xénophobie, l'oppression nationale et le racisme font partie intégrante du capitalisme. Pour en finir avec ces stratégies de division, il faut en finir avec le capitalisme. Le seul acteur social capable de le renverser, c'est la classe travailleuse unie dans toute sa diversité.

Combattre le racisme et la xénophobie implique de construire des luttes unifiées, qui s'adressent au plus grand nombre. En luttant pour des revendications concrètes - comme des emplois décents, de meilleurs salaires, des logements sociaux et abordables ainsi que des services publics gratuits et universels - nous pourrions surmonter la fragmentation des

forces actuelles. Depuis l'élection de la CAQ en octobre 2018, les manifestations contre le racisme, notamment celle de Montréal forte de 5 000 personnes, montrent qu'il est possible de tisser une solidarité de classe.

Les organisations syndicales ainsi que QS doivent faire plus qu'appuyer ces initiatives de la base. Avec leurs capacités et leurs moyens, elles peuvent être au cœur de luttes concrètes de la majorité de la population, luttes qui favoriseront d'abord et avant tout les couches les plus vulnérables de notre classe sociale.

## **Laïcité et port de signes religieux**

Le dépôt prochain du projet de loi de la CAQ en matière de « laïcité » et de port de signes religieux oblige la direction de QS à prendre clairement position sur ces enjeux, conformément à son programme. La direction et l'aile parlementaire de QS ne peuvent plus se permettre les tergiversations de la période électorale. Elles doivent s'engager activement à défendre le droit des femmes à se vêtir comme elles le veulent, sans quoi QS demeurera le spectateur du grand cirque de la xénophobie capitaliste.

Des membres d'Alternative socialiste s'impliquent dans le comité Solidaires pour un Québec inclusif pour faire campagne dans QS en faveur du droit au travail pour tout le monde. Nos membres défendent le droit des femmes de se vêtir comme elles le souhaitent sans être discriminées au travail. Nous ne défendons toutefois pas le port du voile. Nous nous opposons autant à l'interdiction du voile qu'à son imposition. Il ne s'agit pas d'une question d'identité à célébrer, mais de droit à défendre. Une vraie laïcité de l'État implique de défendre la liberté de religion de tout le monde, incluant les opinions des personnes non religieuses. De plus, les privilèges fiscaux dont bénéficient les corporations doivent être retirés, notamment les exemptions d'impôts pour les lieux de culte et les subventions aux écoles privées, incluant celles à vocation religieuse.



## **Le rôle des socialistes dans Québec solidaire**



Au terme de la campagne électorale de 2018, la colère populaire contre le statu quo ne bénéficiant qu'à l'élite s'est exprimée par un vote enthousiaste aux deux formations politiques principales les plus critiques de ce système: la Coalition Avenir Québec (CAQ) et Québec solidaire (QS). Face au discours de gauche de QS, les chiens de garde du capitalisme ont bien compris qu'on remettait publiquement en question leur système de privilèges. Les Bombardier et Lisée sont même allés jusqu'à brandir, sans succès, l'étendard décrié de l'anticommunisme pour décrédibiliser QS.

Les travailleurs et les travailleuses ont voté massivement pour la CAQ, partout au Québec. Le discours de « changement » du parti de François Legault a été perçu comme le plus crédible et le plus près des considérations de centaines de milliers de personnes. Quant à eux, les enjeux soulevés par QS ont suscité un intérêt principalement dans la couche de personnes visée par le parti, c'est-à-dire les jeunes des villes.

La nouvelle période politique participe à la conscientisation de larges couches de la population, notamment parmi la jeunesse. La prochaine période présente un potentiel énorme pour le développement des idées et des pratiques socialistes au Québec. Et QS peut être un important vecteur de ce développement. L'arrivée de Gabriel Nadeau-Dubois comme porte-parole et député de QS en 2017 a fait bondir le membership du parti de près de 20%, le fixant à 17 000. Au lendemain des élections à l'automne 2018, le membership a grimpé à 24 000 personnes. Ces personnes, en particulier celles provenant de la classe travailleuse, peuvent présenter une forte ouverture aux idées socialistes.

### **Des revendications qui font tomber les masques**

Les revendications utilisées par QS durant la campagne ont permis d'identifier des problèmes concrets vécus par une grande partie de la population. La défense d'un salaire minimum à 15\$/h, d'une assurance dentaire gratuite ou du transport en commun gratuit a forcé les autres partis à se prononcer sur ces enjeux. Dans l'esprit de milliers de personnes, cette situation a permis de démasquer le désintérêt des élites pour ces problèmes ainsi que l'hypocrisie de leur système à fournir des conditions de vie décentes pour la majorité.

### **Construire des mouvements de lutte**

Si QS n'a pas le rapport de force parlementaire pour faire adopter ses réformes, il possède toutefois la capacité d'organiser, de soutenir et

d'outiller les mouvements de lutte extraparlimentaires pour arracher ces réformes au gouvernement caquiste. Pour y arriver, les associations de circonscription de QS doivent demeurer actives en permanence, pas seulement en période électorale. Les socialistes ont un rôle à jouer dans l'orientation que prendront leurs luttes afin qu'elles répondent aux besoins des travailleurs et des travailleuses.

Si les nouveaux et les nouvelles députés de QS veulent réellement se mettre au service des travailleurs et des travailleuses qui les ont élus, il leur incombe de défendre leurs intérêts. Il s'agit pour les député·e·s QS d'être la courroie de transmission des mouvements de luttes émanant de la classe travailleuse. Compte tenu de la vague d'attaques néolibérales promise par François Legault, ces mouvements arriveront les uns après les autres durant la prochaine période. La manifestation contre le racisme et la CAQ du 7 octobre a déjà donné le ton, 6 jours après les élections, avec une participation d'environ 5 000 personnes issues en grande partie des communautés visibles. QS doit devenir un acteur politique structurant dans ces luttes.

### **Un programme inapplicable sous le capitalisme**

Contrairement à ce qu'a déclaré la nouvelle députée solidaire de Mercier, Ruba Ghazal, il n'y a rien à attendre d'une « refondation du capitalisme ». Tout ce que les travailleurs et les travailleuses arrachent aux patron·ne·s et au gouvernement peut leur être repris. Tout dépend du rapport de force établi entre les classes sociales. En ce moment, l'hégémonie de la CAQ met en évidence la nature de la classe qui domine les rapports sociaux. Or, la crise de son système capitaliste est si profonde, si polluante, que seule une lutte pour des mesures socialistes est en mesure de répondre durablement aux besoins de la majorité de la population.

### **Le cul-de-sac du réformisme**

Il est impossible de transformer la société durablement en se limitant à des réformes du cadre capitaliste. L'idée sous-entendue dans le programme de QS que l'amélioration continue des conditions de vie peut être assurée par des réformes est tout simplement erronée. De par son développement non planifié, le capitalisme porte en lui des crises irréductibles. Par exemple, l'émergence du néolibéralisme se fait précisément sur la base matérielle de la crise de la stagflation des années 70. À cette époque, le keynésianisme s'est montré incapable d'assurer la croissance dans un contexte de compétition internationale accrue. En ce sens, la nostalgie associée aux beaux jours de l'État social est vaine. La courte période historique qui a permis de conjuguer croissance et réforme sociale s'est essouffée.

Plus encore, dans le nouveau contexte de mondialisation et de financiarisation, l'échec des gouvernements réformistes à appliquer leur programme n'est pas principalement dû à l'absence de combativité de ses dirigeants. Le meilleur exemple de l'échec du réformisme comme chemin de transformation progressiste de la société se trouve dans les politiques d'austérité mises en application par les gouvernements réformistes. Du PS espagnol et français au NPD en passant par le parti travailliste, tous ont appliqué des programmes d'austérité. La raison de ce virement à droite ne se limite pas à une simple trahison des dirigeants de ces partis.

L'explication se trouve derrière le principe général des programmes réformistes voulant qu'il soit possible, en régulant la lutte de classe, de concilier croissance économique et amélioration constante des conditions de vie.

Le système capitaliste ainsi domestiqué deviendrait un moteur de progrès social continu. Mais, dans la réalité capitaliste, la croissance décline avec les crises cycliques. Or, quoi qu'en disent les décroissant·e·s, la croissance est nécessaire pour mettre en application les réformes qui améliorent la qualité de vie de la classe ouvrière. Ces réformes doivent se financer à même la richesse créée par la classe ouvrière et qui est détenue par les capitalistes. L'une des caractéristiques de la crise de surproduction de 2007-08 est justement la crise de l'investissement. Sans perspective immédiate de rentabilité, les capitalistes dorment sur les milliards \$ nécessaires à la relance de la croissance.

En cas de baisse de la croissance, les réformistes sont eux-mêmes obligés d'appliquer des mesures qui favoriseront l'investissement. Mais les capitalistes n'investissent pas s'ils n'obtiennent pas un retour sur investissement qu'ils jugent adéquat. Dans ce contexte, les gouvernements sociaux-démocrates sont obligés, tôt ou tard, de mettre en place des mesures qui favorisent l'investissement au détriment de la qualité de vie de la classe ouvrière. Cela se traduit par des attaques contre les salaires, les services publics, les droits syndicaux et démocratiques, la baisse d'impôt sur les entreprises et autres. QS n'échappera pas à cette réalité.

### **Adopter une approche de classe**

Autrement dit, si QS et les mouvements sociaux veulent lutter efficacement et faire des gains, ils n'ont pas d'autre choix que d'opter pour un discours et une pratique de classe qui rompt avec le capitalisme. L'échec d'une approche réformiste, illustré de manière tragique par la trahison de SYRIZA en Grèce, ne laisse que l'option de la lutte socialiste pour rompre définitivement avec l'austérité et éviter la catastrophe environnementale.

La volonté de la direction de QS à faire des alliances électorales avec le PQ est l'un des principaux obstacles à la construction d'une conscience de classe. Les membres réunis en congrès ont rejeté trois fois l'idée d'une alliance avec le PQ.

Le mouvement syndical occupe une place fondamentale dans l'organisation d'un rapport de force en faveur de la classe travailleuse. Avec la déconfiture du PQ et le positionnement de QS comme seule véritable opposition aux projets de la CAQ, les directions syndicales n'ont plus d'excuses pour appuyer le PQ ou demeurer dans la non-partisanerie. Les syndiqué·e·s de la base peuvent désormais utiliser les élu·e·s solidaires pour pousser leur combat encore plus loin. Les socialistes ont ainsi un rôle important à jouer, spécialement dans le comité intersyndical de QS, pour faire adopter un discours et une pratique de classe dans QS.

### **Construire un parti de classe**

Avec le développement de QS, les socialistes se voient offrir un cadre d'intervention très utile pour construire des mouvements de lutte enracinés

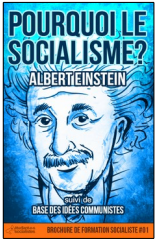
dans les communautés et les syndicats. La construction de telles forces extraparlimentaires vigoureuses est essentielle pour lutter contre la tendance à l'institutionnalisation des luttes dans le cadre étroit du parlement ou de la loi.

Bien que QS ne soit pas un parti de classe proprement dit, son développement constitue une étape dans la construction d'un tel parti. En luttant pour un programme, des méthodes et des stratégies socialistes dans QS, les socialistes mettent ainsi les bases de ce futur parti de masses des travailleurs et des travailleuses.

# Publications socialistes

disponibles sur [alternativesocialiste.org](http://alternativesocialiste.org)

## BROCHURES (3,50\$)

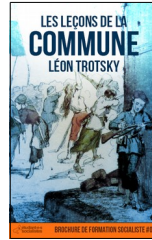


### Pourquoi le socialisme?

Albert Einstein

suivi de **Base des idées communistes**

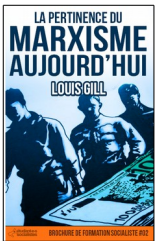
Brochure de formation socialiste #1



### Les leçons de la commune

Léon Trotsky

Brochure de formation socialiste #5



### La pertinence du marxisme aujourd'hui

Louis Gill

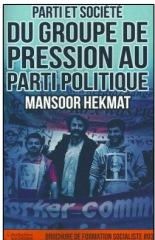
Brochure de formation socialiste #2



### 15NOW : La victoire de Seattle

Comment les socialistes ont construit un mouvement victorieux?

Brochure de formation socialiste #6



### Parti et société Du groupe de pression au parti politique

Mansoor Hekmat

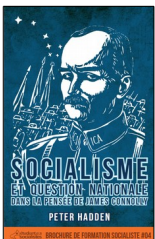
Brochure de formation socialiste #3



### Les anarchistes et l'expérience de la Révolution russe

Victor Serge

Brochure de formation socialiste #7



### Socialisme et question nationale dans la pensée de James Connally

Peter Hadden

Brochure de formation socialiste #4



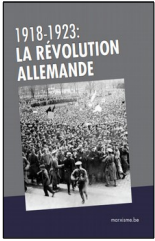
### Les outils sont à nous Contrôle ouvrier, nationalisations et socialisme

Parti Socialiste de Lutte

Brochure de formation socialiste #8



# LIVRES (15\$)



## 1918-1923 La révolution allemande

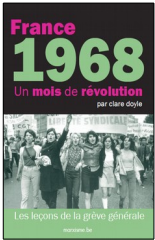
éditions marxisme.be



## Le droit des femmes dans la Russie révolutionnaire

Lénine, Trotsky et Kollontaï

éditions marxisme.be



## France 1968 Un mois de révolution

Clare Doyle

éditions marxisme.be



## La révolution trahie

Léon Trotsky

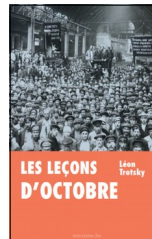
éditions marxisme.be



## Ça n'a pas à être comme ça!

Christine Thomas

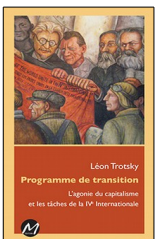
éditions marxisme.be



## Les leçons d'Octobre

Léon Trotsky

éditions marxisme.be



## Le programme de transition

Léon Trotsky

éditions M



## Les cordones industrielles au Chili de 1972-73

Pablo Nyns

éditions marxisme.be

*Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur.*

Léon Trotsky, Histoire de la Révolution russe.

**ALTERNATIVE  
SOCIALISTE** 